



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Service

Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

LA PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE :

LE PROJET DE SAINT MICHEL-DE-L'ATTALAYE (HAITI)

par

Marie-Noëlle Bourgoignie

Thèse déposée à l'Ecole des Etudes Supérieures et de la Recherche
en vue de l'obtention de la maîtrise ès arts en Sociologie.

Université d'Ottawa



Marie-Noelle Bourgoignie, Ottawa, Canada, 1990



NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

ISBN 0-315-60601-0



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
RECONNAISSANCE	i
INTRODUCTION	1
 I.\ <u>PREMIER CHAPITRE : ESSAI DE CONCEPTUALISATION</u>	 5
 A.\ Rétrospective des approches à propos du développement	 6
- Définition du concept	
 B.\ Concept de développement rural	 17
i. Définition et caractéristiques	17
ii. Le défi de la pauvreté rurale	20
- pauvreté rurale: secteur urbain versus secteur rural	
- planification des projets en développement rural	
- plus de problèmes que de succès	
- causes	
iii. Le village, unité scientifique	22
- problème: phase d'implantation d'un projet	
- Ward Goodenough: "Pitfalls of Cultural Ignorance"	
- nature même du village	
- solutions possibles	
- exemples précis	
iv. La participation, pas si évidente	28
- le concept	
- différents groupes	
- mutations culturelles, sociales, psychologiques	
- nécessité d'un développement " par le bas "	
v. Tradition et développement	34
- divergence et convergence	
- problème de stéréotype	
- dimension sociale et culturelle	

II.\ <u>DEUXIEME CHAPITRE : UN MODELE DE DEVELOPPEMENT</u> <u>RURAL INTEGRE</u>	38
A.\ Origine et essai de définition	40
- développement rural versus développement rural intégré	
- les composantes principales d'un développement intégré	
- évolution du concept DRI	
- définition	
B.\ Approche intégrée, défi méthodologique	47
- Intégration des objectifs	
- Intégration sociétale	
- Intégration des structures, intégration institutionnelle	
- Intégration géographique	
- Intégration intersectorielle, stratégique	
C.\ Questions d'actualité	54
- utilisation du potentiel productif	
- la croissance économique versus et le développement social	
- rythme du processus développemental	
- éducation, communication et motivation;	
- développement agricole versus le développement non-agricole	
D.\ Avantages et contraintes, de nature interne et externe à la réalisation d'un projet ou programme de type DRI	57
- Avantages...	
- Contraintes ou blocages...	

III.\ TROISIEME CHAPITRE : ETUDE DE CAS - LE PROJET DE
DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE A SAINT
MICHEL-DE-L'ATTALAYE A HAITI 65

Le DRI, une approche valable d'aide et de coopération au développement de Saint Michel-de-L'Attalaye en Haïti ?

A.\ Haïti 67

- contexte socio-économique
- contexte agro-économique

B.\ Le CECI et le projet de Saint Michel-de-L'Attalaye 75

i. Le CECI - définition et mandat 77

- genèse
- qualités
- partenaires et financement
- Programmes et Projets:
 - Programme de coopération volontaire (PCV)
 - Etudes et Projets de Développement rural (EPDR)
 - Etudes et Projets de Développement des Ressources Humaines (EPDRH)
 - services d'appui aux programmes
- contexte du projet

ii. Le projet: finalité, objectifs, volets, etc..... 87

C.\ Les contraintes, les blocages internes et externes
majeurs 93

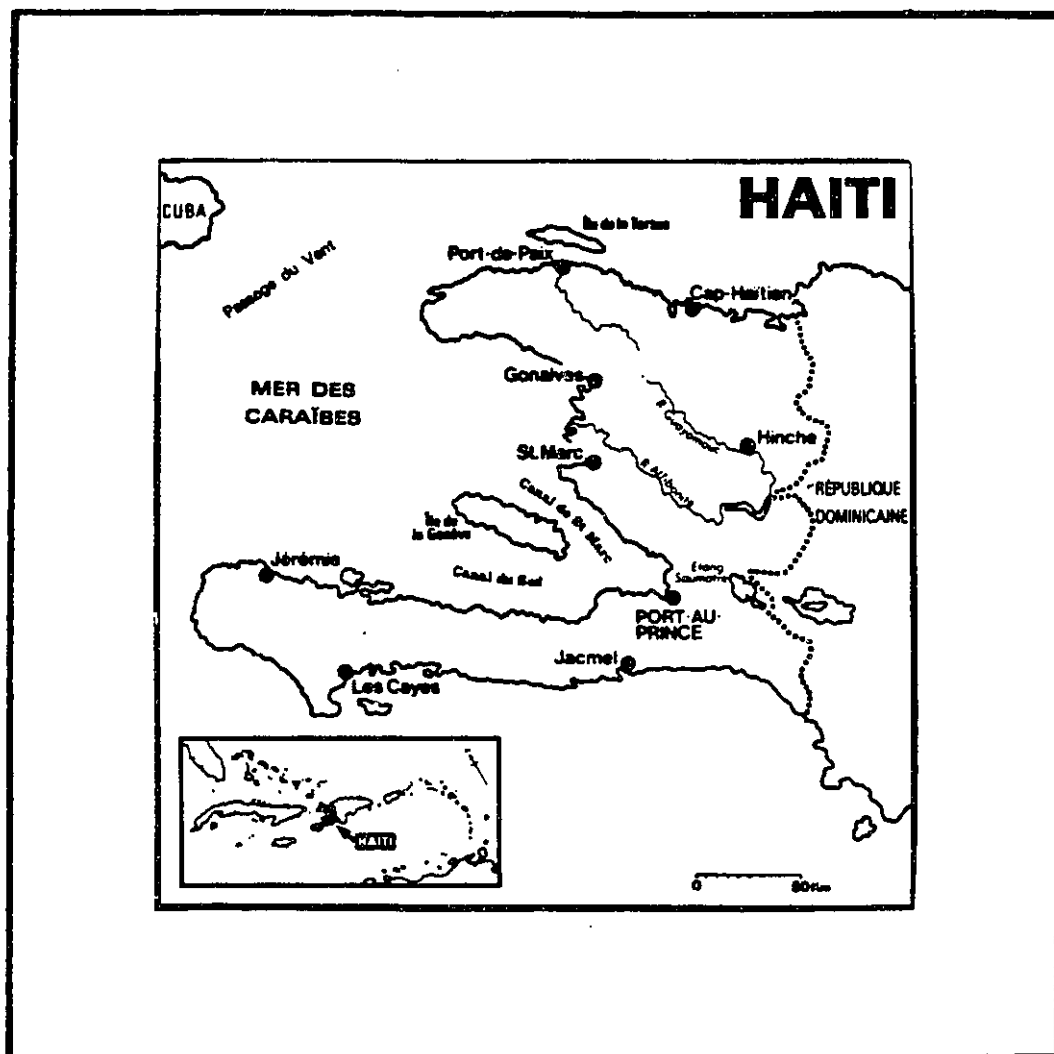
- i. Contexte politique et institutionnel
- ii. Situation agraire héritée du passé
- iii. Intégration administrative

D.\ Problématique de la " mentalité assistancialiste " 104

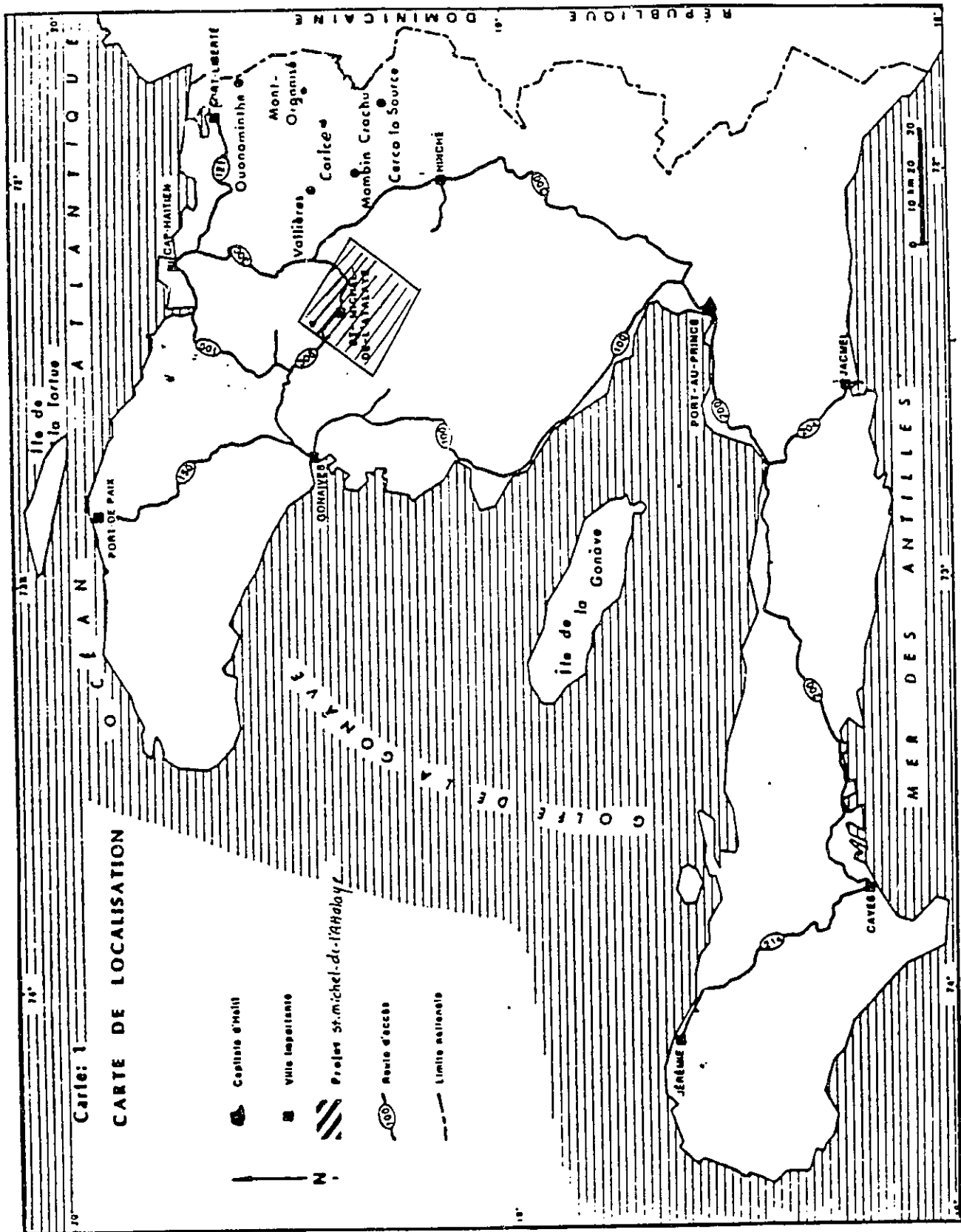
CONCLUSION 110

BIBLIOGRAPHIE 114

ANNEXES



(SOURCE: HURBON, L., 1987:6)



(SOURCE: BLANCHET, G. et al., 1989)

LISTE DES SIGLES UTILISES

- * ACDI Agence Canadienne de Développement International
- * AFIRD Association Française des Instituts de Recherche pour le Développement
- * AMIRA Groupe de Recherche pour l'Amélioration des Méthodes d'Investigations en milieu Rural Africain
- * CECI Centre Canadien d'Etudes et de Coopération Internationale
- * CISD Coopération Institutionnelle et des Services au Développement
- * DR Développement Rural
- * DRI Développement Rural Intégré
- * DRIPP Développement Régional Intégré de Petit-Goâve à Petit-Trou-de-Nippes
- * EPDR Etudes et Projets de Développement des Ressources Humaines
- * EPDRH Etudes et Projets de Développement des Ressources Humaines
- * IFD Intégration de la Femme au Développement
- * OCDE Organisation de Coopération et de Développement Economiques
- * ONG Organisation Non-Gouvernementale
- * PCV Programme de Coopération Volontaire
- * PEC Programmation, Evaluation et Communication
- * SAF Services Administratifs et Financiers

RECONNAISSANCE

Cette thèse a été rédigée sous la direction de Monsieur Raymundo DeAndrade, Professeur au département de Sociologie. Je lui suis très reconnaissante pour son aide précieuse, ses conseils et encouragements, ainsi que pour tout le temps qu'avec patience il a pu consacrer à ce travail de direction compte tenu de ses nombreuses occupations professorales et professionnelles. Il n'a cessé de renforcer mon intérêt pour la sociologie. Je l'en remercie.

Je suis aussi très reconnaissante aux Professeurs Victor Darosa, Jean-Michel Labatut et Yvon Thériault pour leur aide et disponibilité, de même qu'à l'ensemble du personnel du département de Sociologie pour les enseignements et les services reçus.

Pour ce qui est de ma participation à l'évaluation du projet de Saint Michel-de-L'Attalaye en Haïti, je tiens à remercier tout spécialement Monsieur Gilles Blanchet, Agent d'évaluation à l'Agence canadienne de développement international. Ce dernier a rendu possible ma participation à cet exercice sur le terrain. Mon séjour en Haïti n'aurait pu se faire sans l'encadrement efficace de l'ACDI et du CECI. Je les en remercie.

Enfin, mes remerciements vont également à tous ceux qui, directement ou indirectement, ont contribué à la préparation et la production de cette thèse. Sans eux mon projet n'aurait pu aboutir. Qu'ils en soient remerciés.

INTRODUCTION

Depuis de nombreuses années et aujourd'hui encore, le concept de développement demeure un concept difficile à cerner. Nombreuses et variées en ont été et en sont encore les définitions. Aussi faudra-t-il dans notre premier chapitre essayer de définir l'angle sous lequel on approche ce concept. Nous en illustrerons son caractère humain, son aspect "vécu", son essence "globale". C'est la société entière, sous toutes ses facettes, qui est concernée. Ayant quelque peu précisé le concept de développement, nous tenterons d'aller plus loin: qu'est-ce que le "développement rural" ? Quelle en est la définition, ses caractéristiques ? La pauvreté rurale, le village, entité méconnue, la dialectique entre tradition et développement sont autant de facteurs analysés bien qu'il ne s'agisse pas de faire de cette recherche une analyse exhaustive et approfondie des diverses formes existantes de développement rural. Nous opterons en effet pour celle appelée "développement rural intégré" (DRI).

Le développement rural intégré est, parmi tant d'autres, une approche spécifique d'aide et de coopération au développement. C'est un concept vaste, complexe et ambitieux. Il est une approche globale du développement, d'un développement équilibré, soutenu et fondé sur des populations-cibles. Nombreux sont les éléments socio-culturo-politico économiques qui interviennent.

Nous nous efforcerons d'illustrer le plus possible la théorie par des exemples concrets.

Dans notre deuxième chapitre, nous viserons d'abord à préciser ce qu'il faut entendre par ce concept "DRI" (origine et définition), ensuite à cerner cette approche intégrée comme défi méthodologique, comme vision de grande utilité. Enfin, nous ferons un aperçu sur les différents avantages et contraintes (blocages), de nature interne et externe, qui poussent ou entravent la réalisation d'un tel projet DRI.

Nombreuses sont les questions soulevées, augmentant d'autant mon intérêt pour le sujet. Entre autres:

- Sur quelle base peut-on dénier à une nation son droit de choisir le développement qui lui convient ?
- L'identité nationale d'un pays, village, communauté ou tribu, doit-elle être sacrifiée au processus d'un développement nivelant, acculturant ?
- Faut-il qu'un projet DRI cherche à couvrir un univers le plus large possible ou alors être restreint et être concentré sur une portion "ciblée" de la population ?
- La participation des populations-cibles est-elle réellement prise en compte ou l'est-elle plutôt artificiellement ?
- Pourquoi la plupart des projets sont-ils conçus de façon rigide en fonction d'un environnement économique, politique et institutionnel trop idéalisé, trop optimiste ?

- etc...

Pour répondre à ces diverses interrogations, une étude de cas a été choisie, il s'agit d'un projet de type DRI exécuté à Saint Michel-de-l'Attalaye, plus précisément au Nord d'Haïti. Il a été préparé, planifié et exécuté par une organisation non-gouvernementale, le Centre canadien d'Etudes et de Coopération Internationale (CECI). Ce projet s'inscrit dans le cadre de la coopération canado-haïtienne et vise les populations les plus démunies, priorité reconnue à l'ACDI. Il s'agit d'aider certains groupes-cibles, notamment ruraux, à satisfaire leurs besoins fondamentaux et à augmenter leurs revenus.

Le choix de l'étude de cas s'est fait à partir d'un séjour passé en Haïti avec l'ACDI pour procéder à l'évaluation de fin de Phase II du projet de Saint Michel-de-l'Attalaye. L'évaluation était menée sur place par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) durant l'été 1988 et ceci m'a amenée à pratiquer une analyse documentaire, une observation participante et à confronter l'observation faite avec l'opinion de personnes ressources du CECI à Montréal et en Haïti, de même qu'au siège de l'ACDI à Ottawa.

Le présent mémoire n'entend pas faire l'analyse critique et méthodologique de cette évaluation. Il entend davantage se pencher sur un concept, celui du DRI découvert - du moins quant à moi -

dans le cours de cette évaluation sur le terrain.

Dans notre troisième chapitre, nous préciserons l'ambiance qui prévaut en Haïti, contexte déterminant à bien des points de vue. Seront ensuite analysés l'approche, le rôle, les caractéristiques, les partenaires, etc... de l'ONG impliquée, le CECI. On examinera plus en détail le rôle du CECI à Haïti au niveau du projet DRI de St.Michel-de-l'Attalaye. Enfin, nous relaterons la "mentalité assistancialiste" observée sur place, en tant qu'attitude teintée de paternalisme pour le donateur et attentisme passif du bénéficiaire.

L'étude du cas St.Michel-de-l'Attalaye, ses diverses facettes, son approche DRI, illustre la théorie des premiers chapitres et doit nous permettre de clarifier dans le concret la question posée en début d'ouvrage: le DRI, est-il actuellement encore une approche valable d'aide et de coopération au développement ?

" Le développement ne se réduit pas
à la simple croissance économique.
Pour être authentique, il doit être
intégral, c'est-à-dire promouvoir
tout Homme et tout l'Homme. "
(Populorum progressio, Paul VI)

PREMIER CHAPITRE

ESSAI DE CONCEPTUALISATION

A.\ RETROSPECTIVE DES APPROCHES A PROPOS DU DEVELOPPEMENT - DEFINITION DU CONCEPT

Depuis plusieurs années, de nombreuses approches ou analyses du développement se sont succédées. Malgré cela, le concept " développement " reste toujours difficile à définir. Chacune des analyses présente des atouts mais aussi des problèmes. Pour définir l'angle sous lequel on analysera le développement, il s'agit avant tout d'étudier ces différentes analyses faites en pays sous-développés. Nous parlerons donc aussi en terme de sous-développement, pour ensuite arriver à notre définition du développement comme tel.

D'après de nombreuses lectures, il est possible de regrouper les différentes théories traitant du sous-développement en trois grandes catégories explicatives: analyse libérale, analyse radicale et analyses alternatives.

Pour les libéraux, le sous-développement équivaut à un retard de la croissance. Certains auteurs, ont cherché à repérer les aspects de retard par rapport aux économies industrialisées. Nous pouvons prendre pour exemple l'approche néo-évolutionniste de W.W.Rostow qui, dans son ouvrage s'intitulant: " Les étapes de la croissance économique " publié en 1960, nous a démontré que la croissance économique pouvait être réduite à cinq grandes étapes se succédant dans un ordre bien déterminé. Il s'agit de (1) la

société traditionnelle, (2) les conditions préalables au décollage, (3) le décollage ou " take-off ", (4) la marche vers la maturité, et enfin (5) la consommation de masse.

W.W.Rostow utilise une approche comparative empirique et pluridisciplinaire. Il part des faits pour repérer dans un temps historique le retard des pays sous-développés. C'est donc un schéma de développement de type linéaire, de type étapistes. Il suffit donc d'une politique de rattrapage pour en sortir.

D'autres auteurs s'appuient sur le même credo mais essaient de rompre les cercles vicieux du sous-développement en agissant sur un facteur en particulier. Par exemple, la théorie post-Keynésienne de la croissance: il s'agit de briser le cercle vicieux de la pauvreté en mettant l'accent sur: la main-d'oeuvre excédentaire, le capital et l'entrepreneurship tous deux insuffisants. La façon de changer une telle situation est d'insister sur une meilleure utilisation de la main-d'oeuvre, du capital et de l'industrialisation dans une approche de développement équilibré ou de développement déséquilibré.

Certains auteurs comme Samuelson, Ohlin, Hecksher... nous parlent de libre-échange international. Il s'agit de la théorie néo-classique du commerce international. D'après ceux-ci, il y a, à la base, une immobilité des facteurs de production entre les nations, les échanges sont donc nécessaires. Les pays sont, au

départ inégaux: beaucoup de capital, peu de travail et vice-versa. Chaque pays devrait donc se spécialiser dans sa production la plus abondante, à forte intensité de travail et de capital. Il existe dans ce cas deux possibilités:

(1) obtenir la croissance par l'échange de marchandises; à travers cet échange, on pourra remédier à certaines inégalités. Cette " internationalisation " des échanges provoquera un accroissement des revenus mondiaux. A long terme, le niveau des salaires et des profits devraient s'égaliser de plus en plus;

(2) obtenir la croissance par un échange de capitaux: dans ce cas, la croissance proviendrait des mouvements de capitaux entre une économie avancée et une économie en retard. Il existerait alors des étapes de transmission de la croissance.

Les néo-classiques ont une vision très optimiste du développement. Ils ont confiance et assument que le pays jeune, un jour deviendra riche. Ce courant de pensée cherche donc essentiellement " à renforcer l'insertion de l'économie nationale dans le marché mondial par la levée des entraves à l'échange extérieur " (Rouillé d'Orfeuil, H., 1987:95).

Pour ce qui est de l'analyse des " radicaux ", les choses sont bien différentes. Le sous-développement est produit de l'histoire de quelques économies nationales devenues aujourd'hui dominantes. Au XIX^{ème} siècle, les puissances industrielles, l'Angleterre et

la France surtout, se sont partagé le monde. Leurs colonies fournissaient, à bas prix, des produits bruts et constituaient des marchés exclusifs pour les produits métropolitains: le " pacte colonial ". Le développement économique des pays colonisés était donc bloqué, l'écart se creusant automatiquement entre eux et les pays dominants.

Les hégémonies américaine et soviétique ont ensuite relayé l'impérialisme européen affaibli dès 1950 par le triomphe de la décolonisation. Les multinationales deviennent les principaux agents de la domination économique américaine. De son côté, l'URSS étend son influence au lendemain de la Seconde Guerre et à la faveur de la décolonisation.

L'échange inégal est malheureusement maintenu. Né de la colonisation, il lui a survécu sous d'autres formes et, de nos jours, il ne constitue certes pas le seul facteur du sous-développement contemporain, mais sûrement une de ses causes essentielles. Les aspects actuels de l'échange inégal, aux dires d'auteurs comme Samir Amin, Gunder Frank, Immanuel Wallerstein, etc... sont à trouver dans une domination commerciale, monétaire, technologique et culturelle. La domination commerciale est évidente au titre des termes de l'échange. La forte croissance économique de ces 30 dernières années a surtout profité aux pays industriels, producteurs de biens de haute valeur. Au contraire, les pays en développement exportent eux des produits agricoles tropicaux, des

produits énergétiques et des minerais. Or, à l'exception des hydrocarbures, le prix de ces produits sont fixés en Amérique ou en Europe et connaissent de fortes fluctuations. La domination monétaire découle de ce que les monnaies des pays développés, surtout le dollar, sont utilisées pour les paiements internationaux renforce ainsi la suprémacie financière de ces pays. La domination technologique réside dans l'avance scientifique des pays industriels, ils ont le monopole des techniques modernes. Les transferts de technologie sont difficiles et coûteux pour les pays pauvres. Enfin, une domination culturelle, engendrée par la dépendance technologique et les contacts de civilisations, renforce l'influence des puissances dominantes.

Tout ceci nous confirme le cercle vicieux du sous-développement. Les facteurs démographiques, économiques et sociaux interfèrent, ils perpétuent le sous-développement tout comme le fait la dépendance externe subie par les économies du Tiers-Monde. Ces dernières ne sont nécessairement pauvres - aucun déterminisme - mais plutôt appauvries par les nations plus riches. Le développement " radical " ne pourra intervenir que dans le cas d'une rupture avec les approches et systèmes occidentalocentristes.

4 Nous en arrivons, pour finir, aux analyses " alternatives " (terme introduit par Rouillé D'Orfeuil, H., 1987:29) du sous-développement. Celles-ci parlent en termes de " modèle inadapté ".

Les libéraux et les radicaux font de nombreuses relations entre développement et croissance, croissance et accumulation, accumulation et industrialisation; ils méprisent et ne respectent pas les sociétés traditionnelles. Leur vision ethnocentrique prédomine.

A partir des années 60, de nombreux auteurs surgissent avec une vision nouvelle du développement. Le modèle occidental n'est pas un modèle applicable universellement. Imiter le modèle des pays développés et transposer dans les pays en développement des technologies, des institutions, des modèles culturels directement issus des pays développés n'est pas une solution réaliste. D'ailleurs, très souvent, la société concernée ne participe pas - ou très peu - à l'adaptation de ces structures dites modernes. Il s'agit seulement d'un pan de la société occidentale et marchande transféré au sein de sociétés encore attachées à une autre histoire, à une autre dynamique sociale. Ce transfert implique généralement substitution, dans le sens que des structures qui fonctionnaient antérieurement sont diminuées - au moins théoriquement - pour être remplacées par des structures modernes. Ce genre de développement affecte naturellement les diverses composantes de la société entière.

D'après certains auteurs comme Ivan Illich, René Garaudy, René Dumont, E.F.Schumaker, J.Ziegler, etc..., déçus du libéralisme et du socialisme, " le modèle productiviste occidental est à la base

du processus qui conduit les sociétés traditionnelles vers le sous-développement " (Rouillé d'Orfeuil, H., 1987:30). Ce courant de pensée valorise donc la société traditionnelle. C'est en elle, dans son évolution propre, qu'il faut trouver des " alternatives ". Les formes de civilisation ancienne évoluent à leur rythme et souvent aux changements, aux nouvelles structures. Les individus, pénétrés de leur culture ancienne, entendent conserver leur système de valeurs traditionnel rarement compatible avec nos valeurs marchandes et de changements rapide. Des conflits internes en résultent et deviennent autant d'éléments de blocage.

A l'encontre des analyses libérales et socialistes, les analyses " alternatives " prônent la vision d'un développement endogène, autocentré, autogestionnaire, de base, etc... La conception de la " Self-Reliance ", du développement auto-entretenu, s'impose. Le développement auto-centré, endogène, est celui qui découle de la volonté d'une société donnée, de choisir ce qu'elle veut devenir et de prendre, elle-même, les moyens pour atteindre cet objectif. La population doit compter essentiellement sur ses propres ressources pour la satisfaction de ses besoins de base et ce dans la conformité de ses propres valeurs.

" Ces processus pré-supposent que s'organise l'auto-assistance (Self-Help), c'est-à-dire que la population-cible elle-même assume la responsabilité effective des fonctions de développement. " (Dobers, H. 1978:23)

Cette conception se rapproche fort de celle que nous entendons développer dans notre recherche.

" Cette remise en marche suppose une évolution endogène des modes de production, et, pour ce faire, la mise en place d'une recherche adaptée aux réalités locales et l'émergence de technologies nouvelles et appropriées. "
(Rouillé d'Orfeuil, H., 1987:31)

Ce courant de pensée a donc à démontrer qu'au-delà des faiblesses du libéralisme et du socialisme il existait des " alternatives " pour qu'un jour le pays sous-développé devienne riche.

Nombreuses ont donc été les différentes analyses des concepts sous-développement et développement. Il convient que nous cherchions à forger " notre " propre définition dans le cadre de cette recherche. Nous allons dans le même sens que cet excellent essai de définition de J.M.Albertini, une définition exhaustive et orientée vers l'action (voir la page suivante).

QU'EST-CE QUE LE DEVELOPPEMENT ?

Jusqu'ici, nous n'avons pas tenté de définir le développement. Au début de cet ouvrage, nous avons tenté une définition du sous-développement. L'économie sous-développée avait alors été définie comme une économie désarticulée et dominée.

Inversement, le développement pourrait être défini comme la *disparition progressive des désarticulations et des dominations*. Toutefois, une telle définition ne mettrait pas suffisamment en lumière la signification profonde du développement.

L'étude que nous venons de faire sur la prise en main de l'économie et de la société nous a fait en effet découvrir que le développement est un processus complexe qui a trait tant aux aspects économiques qu'aux aspects sociologiques, psychologiques et politiques de la vie en société.

Le développement suppose l'apparition d'un monde nouveau et non le grossissement quantitatif de ce qui existe déjà. Un tel grossissement est de l'expansion et non du développement.

Le développement déborde largement la simple performance économique. Il se distingue ainsi de la croissance économique, élévation durable du revenu national. Le développement exige la croissance économique, et la croissance économique durable suppose une transformation profonde des structures économiques et sociales. Toutefois, ces deux notions ne se confondent pas.

Le développement, c'est en définitive un progrès économique s'inscrivant dans le cadre général du progrès de la société. « Le développement comme opération devient ainsi la série de passage pour une population déterminée et pour toutes les fractions de population qui la composent, d'une phase moins humaine à une phase plus humaine, au rythme le plus rapide possible, au coût le moins élevé possible, compte tenu des solidarités entre les sous-populations et les populations » (L.-J. Lebreton).

Il ne faudrait donc jamais parler d'un développement économique opposé à un développement social. En réalité, les deux ne font qu'un.

Le développement ne peut donc pas être appréhendé simplement par la science économique. Sa compréhension et sa maîtrise supposent une action concertée entre toutes les sciences humaines (économie, sociologie, psychologie, géographie, histoire, philosophie, démographie...).

Enfin, étant une maîtrise plus consciente d'un groupe d'hommes sur son devenir, le développement est fatalement finalisé et ne peut être séparé de sa signification au niveau des civilisations. Par là, le développement est un acte politique au plus haut sens de ce terme.

Albertini, J.M., Les mécanismes du sous-développement, Paris, Les éditions ouvrières, 1967, page 214

Une autre définition intéressante est celle donné par Denis Coderre dans son ouvrage: Guide Thématique I - Les clés du développement:

" Le développement, c'est la possibilité pour une société, un pays, un Etat ou tout autre entité à connotation sociale d'acquérir l'autosuffisance, tant au plan politique, économique et\ou social (Plan alimentaire par exemple). Il ne s'agit pas pour un pays du Tiers-Monde de "s'occidentaliser" mais bien d'arriver avec ou sans l'aide de l'extérieur, à une autonomie suffisante pour donner une dignité tant morale que sociale à ses membres. Cette autosuffisance se résume tant au plan de la plénitude matérielle que sur le plan de l'harmonisation politico-sociale. " (Coderre,D., 1985:5)

Notre essai de définition n'est pas " économiciste " mais plutôt socio-culturo-économique. Le développement forme un tout; il est global, il concerne " tout l'être humain et tous les êtres humains ". Il est comme le dit si bien l'UNESCO: " l'éveil de l'âme même d'une société ". Il se base sur le caractère humain : un développement " vécu ", centré sur l'être humain dans son milieu et non sur des concepts plus au moins abstraits au niveau de la macro-économie. La primauté est le " bien-être " de chacun dans son milieu social.

Développer une société est synonyme d'épanouir physiquement et mentalement ses membres. Comme nous le disaient si bien des personnalités comme F.Perroux ou le Pape Paul VI: " Le développement ne se traduit pas par la simple croissance économique. Pour être authentique, il doit être intégral, c'est-à-

dire promouvoir tout homme et tout l'homme " (Coderre,D., 1985:2).

L'être humain en définitive est à la fois moyen et fin du développement; il en est la signification ultime en tant que sujet (agent, moyen) et fin (destinataire final) du développement. A ce propos, des désaccords entre théoriciens, idéologues, praticiens, peuvent intervenir... Faut-il privilégier l'être-humain en tant que " moyen " (instrument productif) ou " finalité ultime " du développement ? Faut-il parler de l'être-humain individualisé ou social ? etc... Le débat (sacrifier l'individu à la collectivité) reste ouvert. La primauté de l'être-humain est acceptée mais l'ambiguïté n'échappe pas, quelles que soient les théories. Il faut être réaliste; l'être-humain est généralement un outil ou un moyen du développement avant d'en être réellement un bénéficiaire:

" L'Homme est la ressource la plus importante dans le processus du développement. Une meilleure utilisation de cette ressource présuppose que soient créées, dans l'Homme, les conditions indispensables pour permettre le développement. " (H.Dobers, 1977:4)

En conclusion, ce qui compte, ce qui importe à passer est que l'être-humain et son " bien-être " individuel ou collectif, physique ou mental, constituent la primauté reconnue du développement. Les théories, les modalités, les fins politiques, les approches diffèrent mais le contenu et la finalité demeure.

C'est l'approche que nous adopterons tout au long de ce travail, une approche globale, socio-culturo-économique, avec ses multiples facettes à coordonner, à intégrer. C'est déjà parler de " développement intégré ", concept analysé plus loin.

Ce modèle repose forcément sur le développement de l'agriculture, lequel est préliminaire et indispensable au développement global d'une société. Néanmoins, il est important de noter que les aspects de l'industrie, le développement industriel comme tel, est nécessaire pour faire avancer le développement agricole. Il est évident que le secteur agricole doit demeurer la priorité des priorités nationales. Denis Coderre considère, par exemple, que l'agriculture est " la base du développement " :

" C'est à partir de l'agriculture qu'on peut créer de l'emploi, créer l'autosuffisance au plan alimentaire, donner une sécurité matérielle " (Coderre,D., 1985:10)

B.\ CONCEPT DE DEVELOPPEMENT RURAL

i.) Définition et caractéristiques

Encore une fois, multiples et variés sont les objectifs attribués au développement rural. Il est donc important de définir dans quel sens il convient de le concevoir. Une définition précise est celle de Uma Lélé. Le développement rural est

" l'amélioration des niveaux de vie de la grande masse des populations à faible revenu résidant dans les zones rurales et la possibilité pour elles de maintenir ce développement par leurs propres moyens. " (U.Lélé, 1975:24)

Trois caractéristiques sont à retenir en milieu rural:

- Une certaine mobilisation de la population, souvent proche de la simple subsistance, est nécessaire pour améliorer le niveau de vie général. Egalement, pour atteindre un certain équilibre entre la qualité de vie et les efforts productifs dans le secteur rural, la distribution de ressources suffisantes est primordiale.
- Si de pareilles ressources suffisantes sont fournies et si la population rurale bénéficie de services d'aide à la production et de services sociaux, alors sa participation au développement devient possible.
- Il faut augmenter le nombre de travailleurs initiés aux techniques. Ceux-ci doivent être en mesure d'exécuter les travaux nécessaires et aussi de créer des institutions appropriées au niveau local, régional et national, pour stimuler la force économique du pays, du village, du secteur, etc...

La mise en convergence de ces trois caractéristiques devrait rendre possible un développement continu du secteur rural et la mise en place de programmes de développement rural.

Sans rentrer dans les détails, trois types de programmes apparaissent souvent en matière de développement rural :

- des programmes qui font appel à des efforts de reconstruction du milieu social rural, ils mettent l'emphasis sur des réformes sociales et l'éducation populaire. Ces programmes partent de l'hypothèse que les problèmes ruraux proviennent de la rigidité de l'organisation sociale et des valeurs traditionnelles, mais aussi de l'ignorance des paysans. C'est toute l'approche du développement communautaire, le social y domine nettement.

- des programmes qui recherchent à tout prix une productivité accrue de l'agriculture. L'ignorance des pratiques modernes agricoles serait à la base d'une faible production et la cause de la pauvreté rurale. Un exemple: la révolution verte en Inde. Une réforme agraire avait été amorcée en vue de la suppression de l'usure, de la redistribution des terres et de l'aide à la coopération. Hélas, les lois, différentes selon les Etats, restaient mal appliquées. La réforme agraire n'a eu qu'une portée limitée; les petits paysans s'endettaient, le nombre de prolétaires ruraux s'est accru, le tout aggravant l'exode qui gonfla les bidonvilles. La " révolution verte ", lancée en 1965, a voulu alors à son tour relancer l'agriculture. L'utilisation de semences à haut rendement, d'engrais, de pesticides a donné des résultats comme par exemple, une autosuffisance céréalière en 1977, mais l'approche s'est néanmoins heurtée à de nombreuses difficultés: pauvreté des

paysans, nécessité d'importer engrais et pesticides, etc... Des progrès ont été réalisés dans des régions pilotes, les famines ont été enrayerées, mais les disparités régionales et sociales se sont creusées, la " révolution verte " enrichissait les riches plus qu'autre chose...

- des programmes postulant que le développement des infrastructures dans les zones rurales est prioritaire pour leur modernisation. Le décloisonnement d'une région est essentiel pour un meilleur développement. Par exemple, les projets de développement rural intégré (DRI) de Kaarta au Mali, DIFA au Niger et du DRIPP en Haïti.

En bref, les programmes de développement rural sont divers mais tous convergent: aider les populations rurales à faible revenu, vivant souvent à un niveau proche de la simple subsistance. Ces programmes diffèrent d'une région ou d'un pays à l'autre, dépendant des potentialités, des contraintes politiques, administratives, et institutionnelles, des ressources physiques et humaines et de la technologie propre à chaque pays.

ii.) Le défi de la pauvreté rurale

La pauvreté rurale est un concept relatif. Sa réalité s'explique en partie par un manque d'intégration des zones rurales à l'ensemble du système socio-politique et économique du pays. Il

est bien connu que le développement des zones rurales s'est toujours fait d'abord au profit du développement des zones urbaines et modernes. Le développement des zones rurales a presque toujours été marginalisé, ce qui explique en partie cette pauvreté rurale. On peut donc parler d'un développement inégal et incomplet.

" Contrary to what used to be the belief in the past, most developing countries have now come to the painful realization that no nation can be considered developed if its rural area is neglected. " (E.Abasiekong, 1982:2)

Actuellement, de nombreux efforts se font, au niveau national et international, pour rompre cette mise en marge et soulager une pauvreté rurale étendue. Nombreux, on l'a déjà vu, sont les programmes en développement qui essaient d'atteindre les plus pauvres. Le développement rural est devenu une priorité en soi.

Néanmoins, on note beaucoup plus de problèmes que de succès. Les projets terminés avec succès sont rares. On note même une détérioration plus marquée de la pauvreté rurale.

" The gap between rural and urban areas of most developing countries rather than decreasing seems to be widening. " (E.Abasiekong, 1982:6)

Les pauvres restent donc pauvres !

Les raisons sont nombreuses. De plus, la préoccupation avouée des planificateurs pour une accélération de la seule croissance économique les a conduit à oublier, à négliger les dimensions socio-culturelles de leurs projets. D'après la littérature existante, on remarque qu'il existe de nombreux projets qui n'ont pas réussi à atteindre leurs populations-cible faute de s'y être intéressé vraiment. On le sait, le processus développemental en milieu rural va souvent à l'encontre de comportements sociaux et culturels bien ancrés dans la société. Or, trop souvent les facteurs culturels, les attitudes, les mentalités de ces populations villageoises ne sont pas pris en compte!

" Perhaps in many Third World societies, the plasticity and complexity of real life situations is not well understood. "
(D.Pitts, 1976:14)

iii.) Le village, unité scientifique

Atteindre les pauvres n'est pas une chose facile, c'est un processus complexe. Quelle est-elle cette pauvreté ? Quelle est son intensité ? son évolution ? y a-t-il inégalité parmi les pauvres ? les femmes comparées aux hommes ? Qu'en est-il dans les villages ? en milieu rural ? Ce sont là toutes des questions qui montrent la complexité de cette réalité et la difficulté de l'approcher. Souvent, au niveau de l'implantation d'un projet, les planificateurs et administrateurs ne sont pas familiers avec la

situation de pauvreté vécue sur le terrain. Ils font souvent des hypothèses sur la vie d'un village, par exemple, sans vraiment connaître le milieu socio-économique dans lequel les pauvres vivent et fonctionnent réellement. Il existe une "culture de pauvreté" difficilement accessible de l'extérieur. Par exemple, l'auteur Ward Goodenough (1963) nous parle du "pitfalls of cultural ignorance", c'est-à-dire:

" based on examples of how a lack of cultural understanding can lead to ineffective or disastrous results, or of how an increased awareness of cultural process might have salvaged a project in trouble. "
(E.Chambers, 1985:89)

La nature du village est essentielle - chaque village a sa spécificité. Souvent, les plans de développement sont incapables de moduler leurs interventions à la réalité concrète de chaque village, et de ce fait, ne contribue pas suffisamment au développement du village. L'intervention de développement est nationale ou régionale, rarement vraiment locale. Toute la dynamique interne du système villageois n'est souvent pas prise en compte dans la planification et l'implantation d'un projet. Les populations sont souvent considérées comme des entités\homogènes! Or, au-delà de cette uniformité villageoises, on observe de réelles stratifications sociales dont l'agent de développement doit tenir compte.

" The effects of internal social stratification are seldom adequately taken into account in development programs. Aid is given to country and it is assumed that every man and woman in that country will share the aid to some degree. By the time this aid, even when it is in the form of experts or machines rather than money, percolates down to the villages through the channels of corruption, venality, and inefficiency, little is left. And what is left is likely to flow back to the land-lords, merchants, or government. " (D.Pitts, 1976:17)

Cette connaissance inadéquate de la vie des villages entraîne une planification pauvre et une lente implantation de la plupart des programmes de développement rural. Les objectifs mêmes sont parfois biaisés.

Par exemple, la politique de villagésation de J.Nyerere (Président de la République Unie de Tanzanie), excellente au départ, a ensuite exacerbé, entre 1973 et 1976, la méfiance du peuple Tanzanien. Les causes de l'échec de cette politique étaient nombreuses, trois éminemment sociologiques:

- un manque d'études approfondies des différentes structures sociales ;
- l'absence de planification de la "capacité" du village; et
- le manque de participation des paysans, d'autant plus qu'en définitive le projet tanzanien de villagésation comme celui en cours en Ethiopie sont devenus des mobilisations forcées et coercitives. Comment parler alors de participation réelle ?

Sans vouloir trop généraliser, ces trois écueils sont souvent présents dans de nombreux projets ou programmes.

Or, il n'y a pas dans les civilisations traditionnelles de réalité plus consistante que le village. Le village devrait donc devenir le principal vecteur de développement, l'agriculture étant souvent le premier impératif du développement. Il n'est pas faux de dire que le village constitue une entité propre sur laquelle on peut appliquer nos connaissances scientifiques et technologiques, donc une entité scientifique. Le village est bien délimité, homogène et forcément égalitaire, il présente une autonomie relative; en bref, il devient un objet idéal de science et de recherche (projet pilote). Deux exemples sont utilisés pour illustrer ceci.

D'après Guy Belloncle, "homme de terrain" reconnu, le village traditionnel, malgré l'importance croissante du phénomène urbain, est encore aujourd'hui " la cellule de base de la vie africaine " (Belloncle, G., 1981:265). D'après lui, l'Afrique reste encore massivement une Afrique des villages. Le village présente essentiellement trois caractéristiques:

i. L'organisation du pays en villages, avec son "habitat concentré", facilite le développement. Les rencontres et échanges sont à la base du développement. Une organisation sociale reposant sur un habitat dispersé rend le développement difficile.

ii. Des structures de décisions démocratiques: existence auprès du chef de village d'un conseil des chefs de famille et un recours à la pratique de la "palabre", du consensus, comme mode de prise de décision. Cette tradition permet d'aborder toute forme de développement (contractuel, participatif, etc...).

iii. Une grande homogénéité économique se traduisant par une égalité d'accès à la terre et une différenciation encore faible dans l'accès aux moyens de production modernes. Bien que certains paysans accèdent à la culture attelée, parfois même mécanisée, il n'en demeure pas moins qu'à l'échelle de l'Afrique, les moyens de production utilisés restent massivement manuels (houe, machette, etc...). La productivité est sans doute faible mais le développement est plus égalitaire.

D'après Guy Belloncle, ces trois caractéristiques constituent un atout de développement parce que grâce à elles, il y aura un moyen de susciter au niveau de chaque village, une "entreprise villageoise de développement" en charge de la commercialisation des récoltes, de l'approvisionnement en stocks et semences, de la réalisation d'investissements collectifs grâce à des crédits et aux nouveaux profits découlant de l'élimination des intermédiaires coûteux. Une fois ces "entreprises villageoises de développement" installées, elles deviennent rapidement le cadre logique de toute planification locale ou régionale sous toutes ses formes, à commencer par le développement agricole, base irréductible. Le

village est pour Guy Belloncle, une unité scientifique de recherche et d'action.

Un autre exemple de village - vecteur de développement, est celui, déjà mentionné, de Julius Nyerere en Tanzanie. Ce dernier a cherché à développer un modèle nouveau de développement participatif et décentralisé: un socialisme "self-reliant" visant en gros trois objectifs fondamentaux:

- satisfaire dans l'égalité les besoins fondamentaux de base comme la nourriture, l'eau, l'habitat, l'éducation, ainsi que la redistribution des terres, des populations, des institutions, des services, etc...;
- produire un surplus dont l'utilisation doit permettre la fourniture accélérée des biens de première nécessité; et
- faire du village le cadre privilégié du développement.

J.K.Nyerere a donc lancé la formule des UJAMAA:

" Ces nouveaux villages, dénommés Ujamaa , doivent permettre de passer d'un mode de production fondé sur la petite propriété et la dispersion des paysans à une production communale et planifiée. Les villages Ujaama sont idéalement des collectivités socialistes créées par des paysans qui ont librement décidé de s'associer et de mettre toutes leurs énergies au service d'objectifs d'intérêt commun. "
(Rapport Dag Hammarskjöld, 1975:58)

Il s'agit donc de regrouper la totalité de la population paysanne éparpillée dans une solidarité nouvelle et volontaire donnant égalité à tous: les villages UJAMAA. Cette vaste campagne de relocalisation des paysans a donc été faite, sur une base volontaire, du moins au début du projet. Les paysans décidaient librement de s'associer. Plus tard, pour accélérer le processus..., le modèle est devenu obligatoire et coercitif, avec même une intervention de l'armée. Le tout s'est alors écroulé... De nos jours, le village UJAMAA, comme vecteur de développement, a virtuellement disparu! L'adhésion volontaire des paysans était la chose primordiale. Sans la participation volontaire de la population, le développement réel et durable d'un village ne peut exister.

La participation des groupes-cibles est essentielle à tout processus développemental; elle n'est pourtant pas toujours si évidente !

iv.) La participation, pas si évidente

" Participation is, of course, one of those words, universally revered throughout the Third World (like Development, Socialism, planning cooperation and nation building, they occupy a special place in the proclamations of developing countries). " (D.Pitts, 1976:140)

Toute une littérature contemporaine et volumineuse ne cesse de proclamer que la "participation" est un concept et une réalité inhérents à tout processus développemental. Plus encore, le développement rural n'est possible qu'avec une participation délibérée des populations, l'un ne va pas sans l'autre. Aussi tous s'accordent sur la nécessité urgente d'encourager la participation des populations dans le développement. Mais comment? La chose n'est pas si claire, si évidente, notamment au niveau de populations souffrant, à tout point de vue, d'une pauvreté sévère. En fait la participation des populations pauvres n'est pas si évidente que ça. Les pauvres ne veulent naturellement pas rester pauvres, perpétuer leur sort. S'ils en avaient les moyens, leur pauvreté serait certes atténuée, peut-être même éliminée. Hélas, souvent les pauvres des zones rurales ne peuvent avec leurs seuls efforts combattre efficacement cette pauvreté. Ils ont besoin d'une aide extérieure pour "démarrer", pour acquérir le "know-how", pour "participer".

En milieu rural, la participation se retrouve à divers paliers, dans quatre groupes importants:

- Tout d'abord bien-sûr, la **population locale** et parmi elle, les segments pauvres. L'apport de ces derniers est hélas souvent limité faute de statut social, de revenu, d'éducation, etc...

- Deuxièmement, les **leaders locaux**, souvent intermédiaires entre la population locale et le personnel du gouvernement. Ils ont un

statut et occupent une position forte dans la communauté. Néanmoins, on peut toujours vérifier s'ils parlent toujours au nom des leurs, s'ils représentent réellement la communauté ou si plutôt, ils défendent leurs propres intérêts dans la planification et l'implantation d'un programme. Leur participation est cruciale dans les efforts de développement rural.

- Troisièmement, le personnel du gouvernement, appelé à jouer aussi un rôle important dans le processus de participation bien qu'il soit souvent plus à l'extérieur qu'à l'intérieur de la dynamique de la communauté. Il est important de savoir si ce personnel administratif domine ou non le processus de participation et possiblement donc, estompe, voire s'écarte radicalement des vrais intérêts des leaders locaux et de la population locale elle-même.

- Enfin, le personnel étranger, catalyseur important et en place dans des activités de développement rural au titre de l'assistance technique internationale.

Les gouvernements sont en principe soucieux de ce que les bénéfices des programmes d'aide aillent en priorité vers les pauvres et que ceux-ci deviennent plus actifs dans le processus national de développement. La réalité est néanmoins souvent différente. Plusieurs facteurs interviennent. Par exemple, les différents groupes, privés ou gouvernementaux ont des intérêts différents, voire divergents; la distance sociale entre les

officiels et les pauvres est très marquée; les pauvres ont peu d'accès à l'information: ils ne savent souvent pas grand chose sur les plans et les programmes qui ont été dessinés pour promouvoir leur région; le développement est conçu et administré d'en haut - tout vient du sommet - cela n'enthousiasme pas toujours les populations - à la base, cela provoque des dépendances, des incompréhensions.

" The planning comes from the top downwards; there is little contact between planners and local politicians. This is one aspect of the very difficult problem of communication between the center and the periphery. "
(D.Pitts, 1976:141)

La population peut alors réagir et résister aux changements proposés. Le conservatisme culturel est vivace. Même lorsqu'une population comprend les bénéfices possibles du changement proposé, il n'est pas toujours évident qu'elle accepte ces innovations, qu'elle accepte de changer ses comportements !

" To many people, the loss of their local identity is more important than becoming wealthier and more developed. " (D.Pitts, 1976:16)

Or, " an innovation rejected by the target group is useless. "
(D.Pitts, 1976:16)

Si l'objectif principal d'un projet est de mettre en place une infrastructure donnée, l'installation comme telle n'est pas suffisante pour parler de succès. Les facilités installées doivent être utilisées et entretenues par les populations elles-mêmes. C'est là une condition essentielle de succès, sur laquelle nous reviendrons plus loin et plus en détail. C'est mentalement et physiquement que la participation se réalise.

Le développement est une "combinaison de changements mentaux et sociaux"; il exige des récipiendaires un ensemble de mutations: culturelles, sociales et psychologiques.

En ce qui concerne les mutations culturelles, nombreux sont les comportements partagés, les attitudes, les valeurs et les croyances qui, au niveau du village et des pauvres, ont tendance à entraver l'acceptation de l'innovation. Par exemple, des croyances et des pratiques religieuses, comme le Vaudou à Haïti, lequel exige une obéissance aveugle au "Vaudou" et à ses sorciers. Cette religion ne prône certes pas l'initiative ni la participation réelle des populations.

Pour ce qui est des mutations sociales, il s'agit essentiellement des modèles traditionnels de relations de type communautaire ou d'institutions sociales traditionnelles valorisant la stabilité et la continuité et, de ce fait, souvent en conflit avec les relations de type contractuel, le changement et les

innovations. Il y a néanmoins évolution mais alors on observe souvent une situation controversée, ambivalente, les individus et les institutions s'alimentant à la fois de valeurs traditionnelles autant que modernes. Il existe ainsi deux sources de cultures. Il y a ambivalence culturelle. Par exemple, en matière de planning familial, on est à la croisée de croyances traditionnelles (famille étendue nécessaire en tant que source potentielle de richesse matérielle et spirituelle / culte aux ancêtres à perpétuer, etc...) et modernes (famille restreinte vu le poids démographique, les coûts d'éducation, de santé, etc...) Le dilemme devient: à quelle source culturelle, à quelle culture obéir ? à quelles lois sociales obéir ?

Enfin, pour ce qui est des mutations psychologiques, il s'agit essentiellement de voir comment l'individu perçoit en général l'innovation et les agents de changements ? Souvent, les personnes représentant le gouvernement sont vues par les pauvres comme étant autoritaires, distantes, réservées, paternalistes, etc... Souvent, la confiance ne règne pas entre ceux-là et les pauvres. Les bénéfices ne sont pas toujours évidents pour les populations-cibles. Les agents chargés de "vendre" ces bénéfices sont souvent étrangers au milieu. On développe ainsi des résistances strictement personnelles.

Une dernière remarque, importante à notre point de vue, concerne les idées, la conception qu'ont les pauvres de ce que peut

et doit être le développement. Leurs vues méritent une attention particulière si l'on veut réellement qu'ils participent au processus de développement de leur région. Le développement importé et implanté par le haut exclut généralement les spécificités locales et n'incite pas à la participation des pauvres.

" They often try to ensure the success of their projects by transplanting American - style behavior to whatever country they are working in whether or not that styles applies there. "
(C.M.Ember, 1985:326)

Au contraire, le développement doit venir de la "base", un développement initié par les communautés elles-mêmes à partir du potentiel local et d'initiatives venant des populations, un développement endogène où forcément se combinent tradition locale et valeurs importées.

" Perhaps for many Third World people, development is not a neutral process; on the contrary, it involves culture contact and, in many people's mind, the fear of alien domination. " (D.Pitts, 1976:15)

v.) Tradition et développement

Souvent les praticiens du développement voient la tradition et le développement comme deux choses totalement contradictoires. Les pauvres des pays du Tiers-Monde sont souvent stéréotypés comme étant conservateurs, non créatifs, peu innovateurs, paresseux,

opposés aux changements, etc...

" It is surprising that among development workers, as well as scholars concerned with rural societies, the image of peasants as apathetic, fatalistic, and " resistant to change " continues to prevail. This is in spite of the fact that during the last few decades the peasants in several countries have participated actively in such revolutionary or liberation struggles of world wide import as the Russian and Chinese revolutions and the anti-colonial wars in Algeria and Indochina. "

(D.Pitts, 1976:221)

ou alors:

" Working in traditional rural communities tended to emphasize the conservative side of the peasantry, arguing that traditional farmers are likely to reject changes in subsistence practices on the basis of deep seated value orientations. "

(E.Chambers, 1985:89)

Cette vision des pauvres est fausse, ne fût-ce qu'au niveau du mimétisme répétitif de la tradition; il y a évolution, il y ouverture. Bien plus, les jeunes ruraux, force nouvelle d'aujourd'hui veulent un changement mais dans quel sens et à quelles conditions !

Les freins au développement ne sont pas le fait seul des pauvres, ils veulent un changement. L'obstacle est aussi du côté des riches qui craignent que le changement les affecte. Il n'est

pas faux de dire que les fermiers les plus pauvres sont plus réceptifs aux pratiques innovatrices que les fermiers de la classe moyenne, financièrement en sécurité.

Plusieurs recherches anthropologiques ont démontré que tradition et développement ne sont pas nécessairement en conflit mais qu'ils se renforcent mutuellement.

Les sociétés traditionnelles sont ouvertes aux changements et au développement dans les limites de leur dynamisme propre, un dynamisme souvent répétitif de la recette, de la tradition, qui a réussi dans le passé. Voilà le vrai problème, comment aller au-delà de cette limite ? Il faut la connaître cette limite et aussi vérifier les potentialités existantes de ces sociétés pour pouvoir dépasser alors les limites elles-mêmes. Ensuite seulement, on pourra envisager de voir comment il est possible d'accélérer, de dynamiser le processus d'évolution.

Travailler au développement des pauvres, c'est d'abord les connaître. Le personnel des projets doit être au courant des caractéristiques de la société villageoise traditionnelle. Alors seulement, il pourra travailler efficacement avec les populations pour produire les résultats attendus.

Maintenant que nous avons passé en revue, d'une façon générale, les différents concepts qui sous-tendent ce travail, nous pouvons nous attaquer à la problématique comme telle du " développement rural intégré " (DRI).

DEUXIEME CHAPITRE

UN MODELE DE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE

Le développement rural intégré (DRI), constitue, parmi tant d'autres, une approche d'aide et de coopération au développement. C'est là toute une perspective nouvelle du développement rural, relativement récente et utilisée par de nombreuses organisations internationales; c'est là un concept vaste, complexe et ambitieux. Il s'agit d'une approche globale à la recherche d'un développement pluri-sectoriel et équilibré, intense et fondé sur les populations-cibles. C'est une forme de développement qui incorpore une variété d'éléments socio-culturo-politico économiques.

Notre énoncé est théorique, nous essayerons de l'illustrer le plus possible par des exemples concrets.

Nous chercherons à préciser ce qu'on entend par concept " développement rural intégré " (origine et définition), à examiner ensuite l'approche intégrée comme telle et son utilité. Quels sont les avantages et les contraintes, de nature interne et externe, qui poussent ou non à la réalisation d'un tel projet DRI ?

A.\ Origine et essai de définition

Dans l'optique ruraliste de notre premier chapitre, nous pouvons dire que le concept de développement rural intégré n'est pas un moyen de développement agricole seulement, il est beaucoup plus large, il combine différents programmes tant de production agricole que d'infrastructures et sociaux. Il met l'emphasis sur le potentiel des ressources humaines, l'accès plus équitable aux ressources et la distribution plus juste des revenus. En effet, l'approche du DRI cherche à combiner les effets positifs des facteurs de production et les effets positifs de la distribution, il vise un certain égalitarisme, préoccupation sociale majeure:

" "Integrated development" in rural areas is to be understood here as a policy which is simultaneously geared towards distribution and growth - as opposed to previous growth policies in which distribution was a successive stage to growth - via target-group oriented, multisectoral and regional measures, its intention is to help reduce social disparities and increase gross domestic product. "
(Fashenber, Karl, 1982:292)

L'approche du DRI a été conçue essentiellement pour les secteurs ruraux. C'est une " stratégie combinée ", et bénéficiant encore de peu d'expériences pratiques. Néanmoins, nombreux sont les décideurs politiques et théoriciens qui partagent l'opinion que cette approche contient les ferments prometteurs d'une nouvelle politique et stratégie de développement qu'il convient de mettre en pratique au plus tôt.

C'est une politique basée simultanément sur la croissance et la distribution - elle s'oppose ainsi aux théories qui voient la distribution, les facteurs distributifs, comme une étape qui ne peut que succéder aux facteurs productifs, à la croissance du pays.

C'est une stratégie qui accorde une importance égale aux objectifs de distribution et de croissance.

L'objectif " distribution " vise à réduire les disparités sociales. Au cours des années 70, une réflexion sur la notion de besoins essentiels a cristallisé. L'idée de base est simple: quel que soit son niveau de développement, une société doit pouvoir offrir à ses membres la couverture d'un certain nombre de besoins considérés comme essentiels. Par exemple, l'emploi, l'éducation, l'alimentation, la santé, la sécurité, etc... Une telle notion est applicable à tout niveau de développement. Dans un pays riche, on généralisera aux individus une plus grande quantité de calories, un système de soins plus efficace, etc... Au contraire, dans un pays pauvre, chacun de ces besoins ne sera couvert que dans une faible proportion. La théorie des besoins essentiels privilégie les problèmes de répartition\distribution et stipule clairement, déjà au niveau des facteurs productifs, que la production ne doit pas profiter seulement à une minorité. Un accès plus équitable aux ressources et une distribution plus juste des revenus sont, en quelque sorte, les premier pas vers une société plus égalitaire.

L'objectif principal de cette stratégie est donc de garantir la satisfaction des besoins essentiels d'une population de groupes cibles en milieu rural.

" Vaincre la pauvreté signifie améliorer les conditions de vie de la majorité de la population dans le monde rural; cela est la tâche principale de la politique de développement. "
(Dobers,H., 1978:18)

L'objectif " croissance " combine de façon optimale les facteurs de production (travail, capital, ressources, financement...) et génère l'épargne nécessaire pour les investissements requis pour augmenter le PNB et la croissance auto-entretenu. " The ultimate objective is steady and self-sustained growth ." (Fashenber,K., 1982:293).

La pratique du DRI remonte aux années 1950 mais la première définition officielle serait apparue seulement en 1969. Durant les années 1960, la question du développement à la base à partir de populations-cibles devient très importante. Les hommes vivant dans la pauvreté doivent décider et être aidés à décider eux-mêmes des différentes actions à entreprendre, les projets à concevoir. Aussi les Nations-Unies estiment-elles que les pauvres doivent bénéficier d'une intervention plus coordonnée qui tienne compte de leur état de vie comme un tout. C'est une approche globale de développement fondée sur la masse et couvrant les diverses facettes de la vie nationale. Une définition officielle du développement rural intégré

a donc été formulée durant la conférence de Moshi organisée en 1969 par les Nations Unies, Commission Economique pour l'Afrique (CEA).

" Une approche intégrante dans ce sens qu'il s'agit d'un exercice hautement structuré et systématique dans lequel toutes les composantes dans le système de développement sont considérées comme importantes et appréciées selon le rôle qu'elles jouent individuellement et collectivement. Dans ce sens, le concept se distingue de l'harmonisation des plans et de la coopération des différentes agences. " (Dobers, H., 1978:2)

En 1973-74, de nouveaux débats éclatent à la suite essentiellement du discours de Monsieur McNamara devant les Gouverneurs de la Banque Mondiale à Nairobi, le 20 septembre 1973. Il s'agissait alors des questions surtout de pauvreté absolue, de participation des paysans et d'inégalité dans la répartition des revenus. Les axes d'intervention dans le domaine rural ont été redéfinis. La politique a été orientée vers la majorité des pauvres du monde et les nouveaux critères du DRI sont devenus équité, justice et croissance au profit des plus démunis. L'essentiel est de répondre aux besoins élémentaires des populations-cible. L'ACDI adhère dès 1976 à cette nouvelle conception du DRI que Monsieur McNamara d'ailleurs, encore Président de la Banque Mondiale, a réitéré en 1977:

" On sait très bien ce qu'il faut faire, c'est-à-dire, formuler une stratégie compréhensive et efficace qui accélère aussi bien la croissance économique, qu'elle assure à ceux qui vivent dans la pauvreté absolue, une part plus grande de la croissance acquise pour satisfaire

leurs besoins élémentaires. "
(Dobers,H., 1978:7)

Il importe de noter que cette stratégie du DRI n'est pas applicable uniformément dans le monde, elle dépend de la zone, du pays, des conditions de ressources, de l'environnement, du système politique, des structures institutionnelles et des besoins prioritaires. Cette stratégie doit être adaptée spécifiquement à chaque cas. " Each country must "tailor" it according to its own political commitment, resources and management capability. " (FAO, 1977:7)

Bien qu'on voit clairement de quoi il s'agit, il n'existe pas encore de définition universelle, communément admise, du DRI. Le concept étant multiforme et assez récent, il est encore mal défini, peu clair et pas assez spécifique. Il n'y a pas encore de consensus. Des perspectives très différentes prévalent, en voici quelques-unes:

- Pour certains, le concept du DRI va au-delà de la seule pauvreté rurale, il exprime une politique consciente de diminution des différences flagrantes entre vie urbaine et vie rurale. De plus, réduire les disparités de revenus, c'est aussi rendre la stratification moins verticale et plus flexible avec une participation aux décisions plus grande et des opportunité plus nombreuses pour ceux du bas de l'échelle, les pauvres.

- Pour d'autres, le concept du DRI est une approche "d'organisation sociale", c'est-à-dire un programme qui a comme contenu et procédures tout ce qui est nécessaire pour susciter des changements dans l'organisation sociale choisie.

- Pour d'autres encore, c'est essentiellement un exercice de synchronisation d'objectifs et d'activités, une coordination meilleure et plus efficace entre les différentes agences et agents concernés.

" Tous les secteurs impliqués dans le processus du développement peuvent et doivent contribuer efficacement à la lutte pour le progrès. "
(Condé, J., Paraiso, M., Ayassou, V., 1979:16)

Un consensus reste à faire. Entretemps l'Organisation des Nations Unies définit le DRI comme étant:

" un processus intégré et intersectoriel fondé sur des activités visant à promouvoir, surtout dans les secteurs les plus pauvres de la population rurale, une progression soutenue à la fois du niveau de vie et de l'autosuffisance. "
(ACDI, 1978:2)

Un dernier point mérite d'être mentionné: les projets DRI ont souvent été conçus comme des macro-réalisations, des méga-projets, c'est-à-dire des projets à grande échelle couvrant une région entière, une vaste portion de territoire du pays, par exemple, le DRIPP en Haïti ou le Projet Kaarta au Mali. La tendance à " voir

trop grand " a créé des problèmes de communication, de gestion dispersée, de concurrence et de cloisonnement interministériel, etc... L'auteur Hubert Dobers nous parle dans ce cas de projets de "taille mammoth" dont:

" La dynamique propre de tels projets relègue le vrai groupe cible de plus en plus à l'arrière-plan et anéantit, comme le montre l'analyse de beaucoup d'échecs, la condition essentielle d'une large mobilisation, à savoir la formulation des objectifs par le groupe-cible lui-même et sa dynamique propre, ce qui est enfin de compte le plus important. " (Dobers,H. 1978:55)

Aujourd'hui, la tendance est de vouloir opter pour des projets DRI d'une forme plus réaliste, des micro-réalisations, à plus petite échelle et à la mesure des capacités d'une ONG.

" On propose, outre l'approfondissement des connaissances sur la mobilisation du groupe-cible, de renoncer à l'approche intégrée compréhensive exigeante et d'envisager de petits projets élaborés presque jusqu'aux détails, mais seulement dans les cas où la transformation souhaitée et réalisable en même temps, s'opèrerait grâce à ces projets. Il ne faut pas se référer aux buts les plus élevés, par exemple la multiplication de semences sélectionnées. L'avantage de procéder de la sorte consiste en ce qu'il est possible d'évaluer à priori les besoins en temps, en moyens et en personnel par rapport à la façon dont le projet produit ses effets. " (Dobers,H., 1978:55)

On peut en conclure qu'un projet ou programme de type DRI retient généralement quatre éléments fondamentaux:

- une conjuguaison des facteurs productifs et distributifs;
- une coordination multi-sectorielle;
- une mobilisation des populations, une gestion participative;
- une concentration d'efforts visant à éliminer la pauvreté "rurale".

B.\ L'Approche intégrée: défi méthodologique

La cause ultime de la pauvreté rurale se trouve généralement dans le manque d'intégration des zones rurales à l'ensemble du système socio-politique et économique du pays. Le développement rural ne doit donc pas être considéré comme une action à part, isolément. Cette façon de voir a souvent été à l'origine de déceptions, d'incohérences et d'inadaptations des programmes d'action proposés aux pays en développement.

Trop souvent on a une approche partielle, partielle, parcellaire du concept " intégration ". On parle souvent d'intégration pour désigner des choses hétéroclites qui ne procèdent pas toujours d'une même logique. Par exemple, " le développement rural et urbain intégré ", " la politique intégrée au développement rural ", " l'éducation intégrée de la mère et de l'enfant ", " l'approche intégrée au développement rural ", etc... Ces exemples n'ont pas la même substance ni la même approche méthodologique. C'est comparer des carottes et des petits pois, et

les cuirent ensemble !

Le défi méthodologique est de taille:

" L'intégration consiste à examiner tous les facteurs qu'ils soient d'ordre technique, économique, social ou culturel, comme faisant partie d'un tout, et à voir dans quelle mesure l'avance à l'égard d'un parmi eux influe sur l'avance générale du groupe, de la région, et finalement du pays. "
(Dobers,H., 1978:17)

C'est donc un " tout ", en constante interaction entre ses parties, que la méthode doit appréhender, et ce à plusieurs paliers d'intégration.

- L'intégration des objectifs

Les objectifs généraux et spécifiques doivent être choisis de façon non-isolée. Les relations fonctionnelles entre les différents secteurs d'intervention influencera aussi le choix des objectifs. Les objectifs doivent être très précis, c'est-à-dire quantifiables et mesurables dans le temps, et non vagues et trop généraux comme par exemple, accroître l'éducation ou améliorer le niveau de vie, la santé. C'est trop général. Ou, autre exemple, fixer des objectifs d'éducation en dehors des préoccupations du monde agricole, c'est non pertinent et source d'exode des étudiants.

" L'intégration des objectifs, est en somme, la justification du travail en équipe et

la coordination des structures de décision et d'exécution. Il se crée une motivation au niveau de chaque département ministériel lorsque les problèmes sont identifiés de façon multi-disciplinaire, les solutions et les programmes décidés de façon complémentaire et intégrée. "

(Condé,J., Paraiso,M., Ayassou,V., 1979:19)

- L'intégration sociétale

Très souvent, la participation des autorités et des populations de la société locale n'est pas assez prise en compte dans la planification et la réalisation d'un projet ou d'un programme. La participation reste alors quasiment le privilège exclusif des autorités centrales (planification du haut vers le bas) au détriment des autorités locales (planification du bas vers le haut) et des populations locales. L'intégration sociétale, c'est bien intégrer la micro-société villageoise dans la société globale, c'est intégrer la population pauvre locale dans le processus développemental.

" Social integration: Incorporation of the impoverished population into the development process, i.e. into the economic and social system. " (Fashenber,K., 1982:292)

- L'intégration des structures, l'intégration institutionnelle

Les institutions gouvernementales, les organismes privés, les agences internationales, etc, interviennent tous dans des domaines comme l'éducation, les coopératives, le développement communautaire, la gestion locale, la santé, l'agriculture, etc...

Le développement est souvent insuffisamment coordonné, les institutions remplissant chacune leurs objectifs comme si l'autre n'existait même pas. Chacune veut fonctionner indépendamment ou jalouse l'autre. Ceci va diamétralement à l'encontre du concept DRI.

" Coordination of all planning and implementational measures within the administrative and organisational structure so as to guarantee concerted efforts by all development institutions. " (Fashenber, K., 1982:292)

Une plus grande coordination entre institutions responsables du développement rural est indispensable. Ces dernières ont à comprendre et à accepter la nature systémique de l'approche intégrée. Dans ce sens, chaque institution doit être un élément, un sous-système dans la totalité du système DRI. Les contributions isolées sont à prescrire.

" Rural development requires the contributions of all system parts, and in this sense all the institutions involved. "
(Abasiokong, E., 1982:100)

Chaque institution doit connaître dès le départ ses fonctions, ses objectifs et ses limites au prorata des fonctions, des objectifs et des limites des autres. Cette intégration horizontale est essentielle.

" Ce système demande, entre autres, de bonnes liaisons entre tous les organismes intéressés, de sorte que chacun sache où se situe le terrain d'opération de tel autre et qui est responsable des relations de confiance dans tel ou tel groupe. " (Jedlicka, A., 1985:141)

Les associations locales oeuvrant dans un même territoire, elles aussi, doivent être intégrées horizontalement. En fait, toutes les structures qui forment l'appareil institutionnel, organisations et services aussi bien officiels que privés, doivent idéalement partager une unité de vues et d'action.

De plus, il convient qu'il ait une intégration verticale au sein des administrations publiques et des autres institutions, entre les différents paliers d'autorité et d'action, entre les structures locales et nationales. Ceci est indispensable pour que ne soient pas conçus et préparés des projets contraires aux politiques nationales. La communication est nécessaire dans les deux sens: du haut vers le bas, du bas vers le haut.

" Un programme intégré requiert un plus grand nombre de liaisons, tant horizontales que verticales avec d'autres éléments, pour maintenir constamment un courant d'informations ascendant (du client à la direction au sommet) et descendant (vers la clientèle sur le terrain). " (Jedlicka, A., 1985:139)

- L'intégration géographique

Les développements urbain et rural sont reliés à l'intérieur d'un cadre plus vaste, celui du développement national. La plupart du temps, les activités politiques, économiques et socio-culturelles modernes se sont toujours développées presque exclusivement dans les villes, au profit donc des zones urbaines et non rurales. Or l'intégration des zones rurales dans le processus de développement est primordiale. Aucune nation ne peut être considérée comme développée si ses zones rurales sont négligées. N'oublions pas qu'en pays en développement 70 à 90% de la population, de la production, de l'emploi viennent des zones rurales. A Haïti, environ 75% de la population vit de l'agriculture.

A l'opposé de disparité régionale, on parlera d'une intégration régionale ou géographique conjuguant milieux urbains et ruraux:

" consideration of the mutual intra- and inter-regional interdependencies, including the dependence between urban and rural regions, in an effort to achieve an efficient allocation of regional resources, thus reducing regional

disparities which often overlap and aggravate social problems. " (Fashenber,K. 1982:292)

- L'intégration intersectorielle, stratégique

" Combining of development measures relating to all relevant sectors into an overall package, thus avoiding development barriers and achieving optimal utilization of impulses resulting from individual projects (spread effects, forward and backward linkages, etc...) (Fashenber,K., 1982:292)

Il faut, à ce niveau méthodologique, aboutir à " définir un ensemble d'interactions liées dans le but d'atteindre un objectif ultime donné " (FAO, 1977:7). Une intégration intersectorielle, équilibrée et coordonnée entre développement économique, développement social et aménagement de l'espace constitue un réel défi méthodologique. Chaque discipline a développé son ésotérisme propre, ses techniques et méthodes. Or, il faudra bien qu'on s'entende si l'on veut éviter, par exemple, de donner des graines de semences quand les terres sont encore mal irriguées ou menacées d'érosion.

C.\ Questions d'actualité

Les problèmes des populations rurales défavorisées constituent un fait que l'on ne peut ignorer. Le problème de la pauvreté rurale et l'extension des disparités ont stimulé et continuent de stimuler la recherche d'une " approche intégrée ". Un ensemble de questions fondamentales demeurent d'actualité. Le débat est loin d'être clos. La liste n'est pas exhaustive et on ne fait que de les effleurer.

- L'utilisation du potentiel productif

Un potentiel de ressources reste à être exploité ! Il ne le sera que si, et seulement si, les personnes impliquées sont motivées. Y ont accès et savent comment le faire. De plus, il faut s'assurer de la circulation des biens et services produits.

Actuellement, la situation est insuffisante. L'utilisation du potentiel productif est insuffisante ce qui, par exemple, peut induire un problème de manque de denrées alimentaires. Il faut apprendre aux gens à connaître davantage les potentialités de leur milieu et comment les exploiter.

- La croissance économique versus développement social

L'équilibre entre production agricole et progrès social a toujours été, et le sera toujours, un enjeu pour toute politique de développement. Dans l'optique du DRI, croissance économique et développement social ne sont pas mutuellement exclusifs, au contraire ils se renforcent l'un l'autre.

Croissance économique, croissance de la population, distribution des revenus, modèles de consommation, opportunités d'emploi, rémunération satisfaisante, éducation adéquate, programmes de formation, services sociaux, sécurité sociale, programmes d'infrastructures, etc, sont autant d'éléments socio-économiques d'une totalité " DRI " à la fois économique et sociale, les deux facettes de la médaille sont et resteront sur la même pièce.

- Le rythme du processus développemental

Mettre en place un DRI exige du temps. Il faut observer, soupeser, consulter, il faut prendre son temps si l'on veut éviter des expériences hâtives et coûteuses, si l'on veut un bon enchaînement entre les différentes phases des activités. Le facteur temps est d'autant plus essentiel que tout ne peut-être fait simultanément. Le processus a besoin d'un ordre bien déterminé des activités. Chaque chose en son temps. Enfin, les populations

rurales, notamment haïtiennes, ont souvent une conception du temps différente de la nôtre; ils ont une conception linéaire sans horizon impératif, alors que nous en avons une conception circulaire et bien fermée du temps (" Time is money ").

- L'éducation, la communication et la motivation

Former et informer, motiver et mobiliser sont des prérequis de tout temps. On ne développera que si l'on répond suffisamment aux besoins bien spécifiques des populations. Leurs attentes doivent être connues, comprises, acceptées. Bien plus, ces besoins sont à considérer simultanément.

Une nouvelle forme d'économie rurale engendre forcément de nouvelles attitudes. La chose est délicate et aura d'autant plus de chances de succès, en milieu paysan, que le programme proposé est voulu par ceux qui sont concernés. Ils en voient la signification, les bénéfices, ils seront davantage prêts à s'y engager et à y aller de leurs propres contributions.

**- Le développement agricole versus le développement non-agricole -
Pas d'alternative**

Le secteur agricole fournit du travail (exode des travailleurs), du capital (impôts) et nourriture au secteur non-agricole. C'est la " règle des surplus ", le développement agricole

bien organisé doit dégager trois surplus: en hommes, en argent et en nourriture pour permettre l'urbanisation et l'industrialisation du pays. Il faut organiser l'émergence de ces surplus sans pour autant tout envoyer dans les secteurs urbains; au contraire, il faut renforcer et élargir l'économie rurale et les activités non-agricoles en secteur rural. Le cadre d'un DRI peut-être utile dans cette optique de contrôle de la migration des zones rurales, de la production alimentaire, de la croissance des revenus, de la lutte contre le chômage en zone rurale, etc...

D.\ Avantages et contraintes, de nature interne et externe à la réalisation d'un projet ou programme de type DRI

Les avantages d'un projet ou d'un programme de type DRI sont nombreux et variés. Il s'agit ici de repérer les éléments susceptibles d'expliquer le succès ou les conséquences heureuses d'un DRI.

Il existe essentiellement quatre éléments de succès:

- i.) l'augmentation du revenu du petit paysan,
- ii.) ses connaissances au niveau culturel,
- iii.) de son degré d'auto-assistance, c'est-à-dire sa capacité de s'aider lui-même,
- iv.) et enfin, le degré élevé de probabilité que les conséquences positives du projet amènent le paysan à continuer de ses propres

forces. C'est ce que H.Dobers a appelé les "effets auto-centrés" (Dobers,H., 1977:3).

Ce même auteur a souligné d'autres conséquences positives possibles en égard aux besoins nationaux. Par exemple,

- " une réduction des coûts causés par la pauvreté,
- un développement équilibré de l'économie,
- une économie de ressources et d'énergie humaines,
- une amélioration de la situation nutritionnelle de la Nation,
- une promotion de l'intégration politico-nationale,
- une approche intégrée qui met en lumière de plus en plus d'importantes possibilités de développement futures,
- etc... " (Dobers,H. 1978:56-58)

Par contre, il y a des contraintes à surmonter. Plus encore, il faut tenir compte également de situations structurelles et institutionnelles qui sont conflictuelles, voire contradictoires et sur lesquelles l'agent de développement a relativement peu de prise.

Les contraintes d'un DRI sont nombreuses. Elles peuvent aller, par exemple, de l'absence d'engagement politique au manque de cadres sur le terrain. Tandis que les situations conflictuelles, contradictoires, peuvent aller, par exemple, de structures foncièrement inégalitaires, de systèmes administratifs cloisonnés à un fonctionnement non intégré, à l'écrasement de la majorité

paysanne par une minorité politique ou bourgeoisie - c'est le cas en Haïti, etc... Les problèmes varient bien sûr d'un pays à l'autre. Tout est relatif, facteurs politiques, facteurs sociaux, facteurs économiques.

Des contraintes et blocages, sont internes c'est-à-dire intrinsèques au DRI, d'autres sont externes et d'ordre politique, sociale, économique ou administrative.

En ce qui concerne les contraintes internes touchant l'implantation d'un programme DRI, c'est d'abord par définition, la multitude des objectifs poursuivis: plus de production, plus d'emploi, meilleure distribution des revenus, meilleure qualité de vie pour les pauvres, etc... Combiner croissance économique et justice sociale, une chose complexe et difficile à réaliser. Bien souvent, les objectifs demeurent généraux et insuffisamment définis l'un par rapport à l'autre. L'ambiguïté du départ va réapparaître en cours de route ou à la fin du projet lorsqu'il faudra en évaluer les résultats.

Un autre niveau de contraintes internes concernent la motivation et la participation des populations rurales:

" En quoi consiste la méthode la plus efficace et la plus économique en temps pour découvrir la structure de motivation de cette population concernée par la planification, et comment arrive-t-on à faire coïncider la motivation des planificateurs et celle des ruraux de sorte que la population

ne doive pas constamment jouer le rôle d'objet planifié impuissant ? - Questions auxquelles les réponses satisfaisantes restent à trouver. "

(Dobers, H., 1978: 50)

Une fois les objectifs équilibrés, une fois les populations mobilisées, il reste à trouver et à maintenir un équilibre entre toutes les composantes du projet. C'est un principe plus facile à dire qu'à faire... Il est toujours plus difficile de faire fonctionner un ensemble parfois disparate, d'actions et d'intervenants que de mettre en oeuvre un petit projet bien circonscrit.

Il existe également une grande diversité de contraintes et de blocages externes, sur lesquels les gestionnaires d'un projet DRI n'ont que peu ou aucune prise, n'ont aucun ou très peu de contrôle. Ce sont entre autres:

- L'environnement politique

Le point est important. Un projet de type DRI ne peut être exécuté dans n'importe quel environnement. L'adhésion du système politique est un prérequis. L'engagement politique est nécessaire. L'ajustement des politiques nationales aussi. A quoi sert-il de produire davantage et mieux en région si une politique nationale des prix paralyse toute incitation à produire plus. C'est souvent le cas. Les performances locales dépendront souvent de décisions gouvernementales au niveau national.

Pour que les objectifs du DRI soient atteints, le gouvernement doit générer une politique donnant plus d'importance à la société rurale, aux masses rurales, aux petits producteurs, aux pauvres, à la participation de tous.

" Calling of attention of the national government to their plights in the rural areas... most of the government of the developing countries (must) reexamine their attitude toward their rural areas. " (Abasiokong, E., 1982:5)

Il n'est pas toujours évident que l'environnement politique veuille encourager et appuyer un pareil développement rural intégré; certains le voient comme une menace, un réveil du paysan, etc...

" D'ailleurs, il y a manque de volonté et d'énergie de la part des gouvernements pour donner définitivement priorité au développement rural et aux problèmes des petits paysans, car ils craignent qu'un tel engagement n'amène un changement des rapports de force. " (Dobers, H. 1978:51)

Par ailleurs, il y a des intérêts à sauvegarder ! Certaines actions de développement rural, par exemple, des mesures précises de réforme foncière, peuvent carrément aller à l'encontre des intérêts de groupes majoritaires favorisés et bien nantis.

- Les structures agraires

Bien des paysans ne disposent pas de la terre, leur gagne-pain, en quantité suffisante. Une situation agraire inégalitaire prévaut. Le plus pauvre est le paysan sans terre ! Dans bien des cas on observe en zone rurale une distribution inégale des terres, une distribution inégale des revenus, etc... Le projet DRI aura à s'accomoder de ce fait et à faire évoluer les choses...

Ce sont des problèmes difficile à résoudre. Souvent les fermiers plus aisés prennent avantage d'un DRI alors même que ce dernier veut atteindre les plus pauvres. Ou alors, l'élite rurale s'empare des coopératives alors même qu'elles sont locales créées pour promouvoir les intérêts économiques des petites gens. En bref, la suprématie des élites est renforcée. Là n'était pas le but du DRI.

- L'environnement administratif, bureaucratique

Tout projet DRI est difficile à insérer dans un système administratif souvent centralisé et marqué par une multiplicité de départements, d'agences, de ministères situés dans la Capitale du pays ou d'une région. Les prolongements opérationnels requièrent forcément une déconcentration et une décentralisation du pouvoir tout comme une grande coordination des activités ministérielles au niveau local.

" Cela présuppose qu'une redistribution des responsabilités et des fonctions entre les services gouvernementaux (et autres) ait lieu pour les rendre pleinement opérationnels. " (Dobers,H., 1978:47)

Il n'y a pas de modèle spécifique. Il n'empêche qu'une décentralisation du pouvoir est nécessaire si l'on veut promouvoir

- les initiatives locales,
- la planification au niveau local,
- un système institutionnel et administratif responsable localement,
- un développement " par la base ".

" Administratif decentralization, regional planning, and local participation are the crucial elements in implementing an integrated approach to rural development. " (Abasiekong,E., 1982:58)

Toute bureaucratie renferme des gens, parfois très haut placés, peu motivés, peu sympathiques à l'égard de pareilles idées, à l'égard d'une réforme agraire ou d'un projet DRI. Une révolution des mentalités bureaucratiques est parfois nécessaire !

" It is clear that what is being called for is: a spiritual revolution in the behavior and ways of thinking of the government officials. " (FAO, 1977:10)

Les raisons de blocages sont nombreuses: ce peut être le fait d'une bureaucratie formée de gens de classe moyenne ou aisée, qui ont appris à travailler dans une hiérarchie départementale bien spécifique (Travailler sur une base inter-disciplinaire ne leur est pas naturel) le fait de fidélité, d'allégeance personnelle, de problèmes ethniques, des problèmes d'intérêts tout simplement.

De plus, un projet DRI nécessite un grand nombre de personnes compétentes, surtout si l'on voulait ouvrir des DRI simultanément dans plusieurs zones rurales. Or, il y a carence de cadres et les experts étrangers ne peuvent certes pas se substituer à ceux-là ni jouer à l'encadreur à tous les points de vue.

*

* *

Nous avons présenté dans ce deuxième chapitre, un aperçu général des principes d'une approche spécifique d'aide et de coopération au développement: le Développement Rural Intégré. Dans notre troisième partie, plus empirique, il s'agira de démontrer si une telle approche a été et est valable au niveau du projet de Saint Michel-de-L'Attalaye en Haïti, projet DRI par définition, objectif et réalisation.

" L'avenir des peuples dépend
souvent de la manière dont
on présente leur passé. "
(B.Ardouin, ancien ministre
de l'Instruction en Haïti)

TROISIEME CHAPITRE

ETUDE DE CAS :

LE PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE A SAINT MICHEL-DE-L'ATTALAYE A HAITI

Pour illustrer et confirmer nos interrogations à propos de la stratégie de développement rural intégré, une étude de cas est proposée. Il s'agit d'un projet de type DRI exécuté à St.Michel-de-l'Attalaye, au Nord d'Haïti. Ce projet a été préparé et exécuté par une organisation non-gouvernementale, le Centre Canadien d'Etudes et de Coopération Internationale (CECI).

Dans ce troisième et dernier chapitre, nous aborderons de façon générale le contexte socio-économique et agro-économique en Haïti; ensuite, seront analysés l'approche du CECI, son évolution, ses caractéristiques, ses rôles, ses programmes et services connexes, ses pays d'intervention, ses activités diverses, ses partenaires. On examinera bien sûr plus en détail le rôle du CECI à St.Michel-de-l'Attalaye, le contexte historique et actuel du projet, les contraintes ou blocages internes et externes, etc... Enfin et pour conclure, la problématique de la " mentalité assistancialiste " spécifique à ce projet sera abordée.

L'étude du cas de Saint Michel-de-l'Attalaye devrait nous permettre d'illustrer et de mieux saisir les diverses facettes de l'approche de développement rural intégré. En définitive, le développement rural intégré est-il réellement une approche valable d'aide et de coopération au développement, du moins dans le cas présent ?

A.\ HAÏTI

- Contexte socio-économique,

" Haïti est maintenant le pays le plus pauvre de cet hémisphère, et aussi le seul à figurer parmi les 36 nations les moins développées, suivant la définition des Nations Unies. La majorité des habitants comptent parmi les gens les plus démunis de la terre... "
(English,P.E., 1984:1)

Haïti, Etat fondé par des esclaves révoltés, est devenu depuis son indépendance en 1804 le plus pauvre pays de l'Occident. C'est un pays fait d'extrêmes et de contrastes. Sa situation socio-économique, politique et institutionnelle est complexe à analyser. Il ne revient pas à ce travail d'en faire l'analyse détaillée, mais d'en avoir néanmoins une vue générale suffisante pour bien comprendre la toile de fond, le contexte dans lequel se trouve le projet de développement rural intégré de St.Michel-de-l'Attalaye.

L'aide extérieure à Haïti est et a toujours été un sujet assez explosif. Les interrogations, les discussions, les prises de position ne tarissent pas du fait de la complexité et de la gravité de la situation politique du pays, du fait aussi de considérations humanitaires à l'égard de populations pauvres et épuisées. Tout ceci découle, pour une bonne part, du passé du peuple haïtien et de la culture de ses hommes politiques.

Haïti, a eu une vingtaine de constitutions depuis son indépendance (1804). Il n'y a jamais eu de vraie démocratie, ni de système politique indépendant. La situation est et a toujours été instable. En conséquence, de nombreux problèmes persistent au sein de la société haïtienne comme son extrême pauvreté, l'analphabétisation (80%), la faim, le manque de soins de santé, la pénurie des logements, etc... Il existe aussi une extrême inégalité dans la distribution des revenus; le contraste entre les différents niveaux et styles de vie est frappant.

" Selon les estimations, il y a 4000 familles qui gagnent plus de 90 000 dollars par an, et elles sont en outre presque totalement exemptes de l'impôt. Si cela est vrai, moins de 1 % de la population contrôle plus de 40 % du revenu national, faisant d'Haïti une des sociétés les plus inégalitaires du monde. " (English, P.E., 1984:9)

L'élite qui détient le pouvoir représente 10 %, elle exploite, pour une grande part, la misère et l'ignorance du reste de la population. La bourgeoisie haïtienne est perçue comme étant assoiffée de richesse et de pouvoir. Tous les moyens pour y parvenir sont bons ! L'individualisme, l'égoïsme prévalent, tout est en fonction des intérêts propres de chacun. Ceci entraîne forcément de graves problèmes d'injustice sociale et d'abus divers: crimes, tortures, violations des Droits humains, etc...

Haïti souffre essentiellement d'un problème de gestion: la capacité du gouvernement à gérer les ressources est très faible.

Le pays ne souffre pas, comme au Sahel par exemple, d'un problème de pénurie de ressources. Il existe un potentiel élevé de ressources à ce jour encore inexploitées. Le problème essentiel réside plutôt au niveau d'une mauvaise gestion des finances de l'Etat bien que des efforts aient été faits pour corriger la chose.

" En 1978, le gouvernement a finalement lancé un programme interne pour réorganiser et moderniser son système de gestion financière, ce principalement à la suite d'influences étrangères. Dès 1981, le service des recettes fiscales et le bureau des douanes étaient les seuls à percevoir les impôts et les taxes, et toutes les recettes se trouvaient centralisées dans un compte unique du Trésor. Cela devrait améliorer les opérations de budgétisation et de planification, et aider à prévenir les détournements de fonds. " (English, P.E., 1984:22)

Le système administratif et de planification du gouvernement reste à améliorer. L'appareil institutionnel a besoin d'être renforcé pour pouvoir être capable d'absorber l'aide étrangère susceptible d'atténuer la précarité de la situation.

Le projet de développement rural intégré de St.Michel-de-l'Attalaye, une région rurale typique, doit faire face à de nombreux problèmes:

- le déboisement, l'érosion,
- les sols des plaines appartiennent à de grands propriétaires,
- l'insuffisance du revenu agricole et des ressources disponibles,
- la dispersion et le morcellement des parcelles de terres,

- un taux d'analphabétisme élevé,
 - des conditions sanitaires rudimentaires,
 - l'appauvrissement des populations rurales progresse depuis quelques années, etc... On y reviendra plus loin.
- Contexte agro-économique,

Franck Laraque, dans son livre Défi à la pauvreté (1987), définit l'agriculture comme étant le moteur essentiel de l'économie haïtienne. La République d'Haïti a une superficie de 27 7000 km(2) (le tiers de l'île). Plusieurs îles font partis de la République d'Haïti: La Tortue, les Cayemittes, la Navase et l'île-de-vache. Haïti a une population d'environ 6 millions d'habitants dont 75 % sont des ruraux. La majorité de celle-ci vit au seuil de la pauvreté absolue.

La superficie agricole cultivable est d'environ 14 millions d'hectares, soit la moitié de la superficie totale du pays. L'autre moitié est essentiellement composée de montagnes, les mornes, parfois totalement dénudées.

" La République haïtienne compte 2000 km(2) de forêts, 5300 km(2) de pâturage, 8700 km(2) de surfaces cultivées pour une superficie équivalente de terres non cultivables et 300 km(2) de friches susceptibles d'être mise en valeur. " (Cornevin,R., 1982:74)

En 1987, il existait 68 000 fermes d'une superficie globale de 860 000 ha. Les parcelles de terre sont de 1.23 ha ou moins. La taille moyenne de la parcelle de terre qu'un paysan possède est d'un hectare. La production est généralement consommée directement par le paysan et sa famille.

Il existe quatres plaines (environ 7000 km²) à Haïti: l'Artibonite, Cul-de-Sac, plaine centrale et plaine du Nord. Ces plaines sont généralement exploitées par l'Etat ou par de grands propriétaires fonciers. Les paysans vivent, eux, essentiellement de l'exploitation des mornes avec parfois des pentes de l'ordre de 45 degrés... Elles sont dépourvues de roches et des arbustes susceptibles de maintenir le sol. L'érosion peut y faire des dégâts considérables.

La superficie irriguable est entre 140 000 et 200 000 ha dont seulement 90 000 ha sont irriguées (riz, fèves, tabac...). les cultures vivrières sont essentiellement, riz, maïs, sorgho, fèves, bananes plantain et patates douces. Les cultures d'exportation sont le café, le sucre, le cacao, le coton et le sisal.

Le cheptel de ferme (porcs, chèvres, volailles, vaches) a, lui aussi, une importance non négligeable au niveau de l'auto-subsistance de la population paysanne. 95 % du cheptel bovin d'Haïti se trouve dans les exploitations traditionnelles des petits paysans. 5 % seulement appartiennent à des exploitations plus

importantes, non traditionnelles, qui pratiquent le Ranching intensif ou bien l'élevage laitier, près des centres urbains. Les plus pauvres des petits paysans n'ont pas de bovins.

On l'a déjà dit, l'agriculture est le moteur essentiel de l'économie haïtienne, elle est le fondement de la richesse nationale. Néanmoins, cette économie est faible et dépendante de l'extérieur. On observe ces dernières années, une baisse des exportations et une hausse des importations, une dépendance accrue du pays.

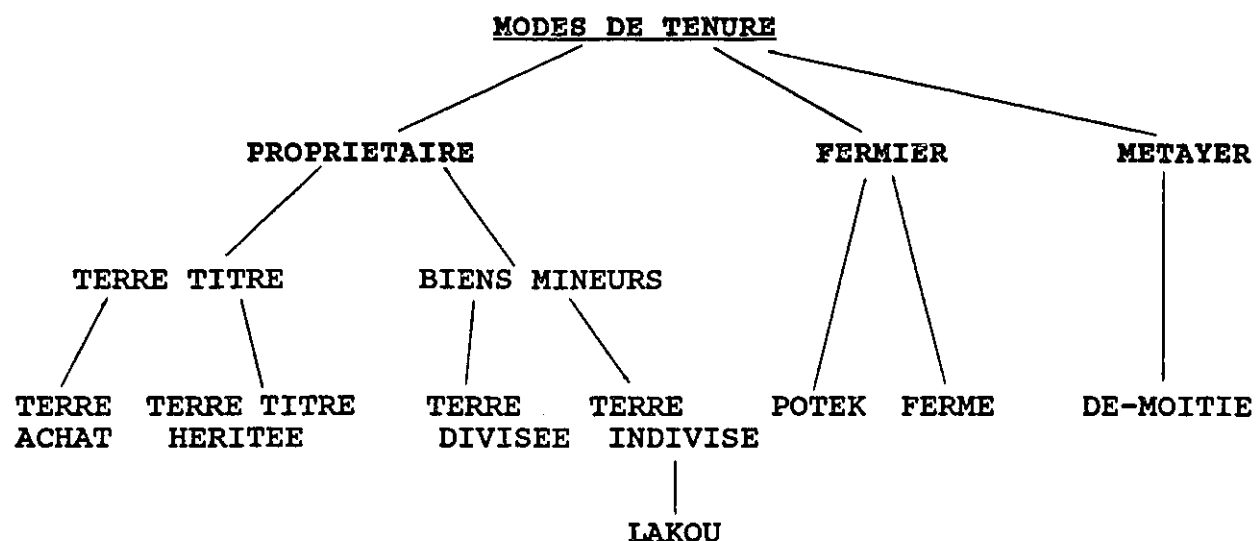
Le secteur agricole est, lui aussi, à la baisse. La production agricole nationale chute et ne permet plus aux familles de répondre à leurs besoins de base. Faim, malnutrition, manque d'hygiène publique, etc... sont devenus le lot de tous les jours. La crise de ce secteur agricole s'explique notamment par:

- une infrastructure rurale inadéquate (exemple: des techniques de ferme primitives),
- l'épuisement progressif du sol par une agriculture rudimentaire (les terres des mornes sont surexploitées, érodées et morcellées),
- le passage des cyclones et de sécheresses périodiques,
- le déboisement suicidaire et l'érosion du sol,
- la dispersion et la parcellisation des terres.
- etc...

Les problèmes sont donc nombreux. Le caractère micro-fundiaire ou de micro-propriété (petites exploitations familiales) n'entraînent pas suffisamment un développement valable.

" La structure agraire est très morcelée puisque 3 millions de personnes vivent sur 111 8000 petites exploitations. " (Cornevin,R., 1982:77)

L'exploitation agricole est incertaine, hasardeuse et vue à court terme dans un système caduque de tenure des terres. Le schéma qui suit illustre bien les différents modes de tenure en Haïti:



(Larose,S., 1976:44)

- Le PROPRIETAIRE peut posséder des TERRE TITRES ou des BIENS MINEURS. Les premières réfèrent à des parcelles notariées, achetées ou héritées. Les secondes couvrent des biens dont la succession n'est pas réglée du fait que les héritiers n'ont pas l'âge de 21 ans. La gestion de ces "biens mineurs" est alors confiée temporairement à l'un des conjoints ou parents de l'héritier. Ces terres peuvent être formellement individualisées et délimitées (TERRE DIVISEE) ou, au contraire, INDIVISES en tant que bien ou habitation familiale. Le LAKOU est un exemple de ferme familiale, de production communautaire et patriarcale.

- Le FERMIER, autre mode de tenure, est un locataire. La location peut porter sur plusieurs années (POTEK) ou, sur une année (FERME).

- Le METAYAGE, dernier mode de tenure, est un mode de partage, souvent DE-MOITIE, des récoltes entre le propriétaire du sol et l'exploitant agricole. Il est essentiellement pratiqué par les grands propriétaires fonciers et se fait virtuellement sans contrat.

Tous ces différents modes de tenure sont complexes. Le gouvernement haïtien détient la plus grande part des terres dans les plaines. De plus, quelques 10 % des zones cultivées sont de larges plantations de café, de sucre, etc..., appartenant généralement à des compagnies américaines.

Une pareille concentration des bonnes terres dans une poignée de grands propriétaires ouvre forcément le débat d'une réforme agraire.

" La réforme agraire ne signifie pas seulement la reconnaissance du droit de propriété ou de jouissance de petits fermiers, la distribution de parcelles aux paysans sans terre dans le cadre d'un remembrement fixant une limite inférieure et une limite supérieure du nombre d'hectares des propriétaires, les règlements de vente, la formation de coopératives privées et étatiques, l'agroindustrie. Elle signifie tout aussi bien l'élimination planifiée du système "de-moitié", l'augmentation de la productivité grâce à la technologie agricole et aux centres de recherche, l'utilisation de nouvelles sources d'énergie, le développement des marchés, le contrôle des forces productives par les producteurs, le reboisement et de nouvelles sources d'énergie; affermage des marchés intérieurs, routes secondaires, centres et villages communautaires, silos, chambres froides, engrais encadrement. " (Laraque, F., 1987:70)

B.\ LE CECI ET LE PROJET DE SAINT MICHEL-DE-L'ATTALAYE

Haïti est l'un des pays les plus pauvres du monde et certainement le plus démuné des Amériques. Ce pays a été classé par l'ACDI parmi les moins avancés. A partir de 1973, année de la signature d'un Premier Accord général de coopération avec le Canada, Haïti reçoit quelques millions au titre de l'aide bilatérale. Dans le cadre de cette coopération Canado-Haïtienne, le projet dont il est question ici, répond à la priorité de l'ACDI d'aider les populations les plus démunies, aider à la satisfaction des besoins essentiels de certains groupes cibles ruraux ou urbains

et contribuer à l'augmentation de leurs revenus.

Saint Michel-de-L'Attalaye se trouve au Nord d'Haïti. C'est l'une des communes les plus grandes et les plus peuplées du pays: environ 140 000 habitants, en majorité une population rurale. La commune (environ 10 000 habitants) est entourée de huit sections rurales: Camathe, Bas-de-Sault, Attalaye, La Cidras, L'Hermitte, Las Lomas, Mamont et Platane.

Le projet "DRI de St.Michel-de-L'Attalaye" est un projet préparé et exécuté par une organisation non-gouvernementale (ONG), le CECI (Centre Canadien d'Etudes et de Coopération Internationale). Il a été déclenché en 1979 par deux coopérants venus soutenir les efforts de la Paroisse à promouvoir les organisations paysannes, l'agriculture et la santé.

A partir de 1983, l'activité du CECI s'est accentuée grâce à un financement de l'ACDI pour la mise en oeuvre d'un projet DRI en deux phases de trois ans chacune; la seconde phase s'est terminée en mars 1989. Une évaluation, en fin de phase II, s'est déroulée avec notre participation en août 1988 et a conduit à la mise en place d'une troisième phase.

Le CECI est une ONG bien connue dans les milieux développementalistes du Canada. Il est bon néanmoins d'en préciser son rôle, son évolution, ses caractéristiques, ses programmes et

ses services, ses partenaires, etc..., pour ensuite, dans l'étude de cas, analyser le rôle du CECI en Haïti, en particulier dans le projet DRI de St.Michel-de-L'Attalaye.

i. Le CECI - définition et mandat

*** Genèse**

Le CECI est issu d'un organisme connu sous le nom de "Centre d'études missionnaires " créé en 1958 par un membre de la Compagnie de Jésus, le père R.P.Bouchard. Cette organisation jésuite avait alors comme but de former des missionnaires laïcs qui répondaient aux demandes des missions catholiques oeuvrant dans le Tiers-Monde. Le Centre d'études missionnaires avait accumulé une bibliothèque impressionnante, la plus vaste à Montréal, sur les problèmes du Tiers-Monde.

De confessionnel qu'il était depuis 1958, le CECI a été incorporé en 1968 comme organisation à but non lucratif. A partir de cette année, il aura reçu ses premières subventions de l'ACDI. L'objectif de base est maintenant de former et d'envoyer des ressources humaines en vue de la coopération internationale. Le démarrage du CECI a été lent. Les huit premières années ont essentiellement été consacrées à l'organisation de conférences sur l'histoire et les cultures du Tiers-Monde et à accumuler un large éventail de documents.

En 1971-72, on assiste à la première restructuration organisationnelle du CECI, la création du poste de directeur général et la mise en place de cinq services distincts: formation, envoi de volontaires, bibliothèque, recherche et administration.

En 1978, le CECI a fait un grand bond en avant: diversification, expansion, professionnalisme, spécialisation, gestion de projets, régionalisation, initiation du public aux réalités de la coopération, etc...

En 1980, un directeur général laïc est nommé. Son mandat initial consistait à renforcer principalement le secteur de la coopération volontaire du CECI, à élargir les horizons de l'organisation et à faire connaître celle-ci dans les milieux de la coopération et du public.

De l'avis du directeur général:

" Le CECI veut apporter une contribution au développement social et économique des populations du Tiers-Monde pour des raisons qui sont exclusivement d'ordre moral: responsabilité internationale, solidarité humaine, justice et paix. Le CECI n'a pas de visées politiques ou commerciales, ni d'objectif de changer les autres en imposant ses vues. La recherche en commun des solutions appropriées, le respect des libertés individuelles, l'engagement dans l'action à la base, les projets communautaires, sont les éléments de son système de valeurs. "

(CECI, 1987-88:1)

En 1986, le budget du CECI est de plus de dix millions de dollars et constitue un levier non négligeable d'apports financiers.

" ce qui signifie, selon certaines études sur l'impact de la contribution des organisations à but non lucratif, qu'il génère une valeur ajoutée de plus de 40 millions de dollars d'activités liées au développement et à la coopération internationale. " (CECI, 1985-86:3)

L'évolution du CECI est marquée, ces dernières années, par une croissance rapide et une capacité novatrice importante. Nombreux sont ses succès. Par exemple:

- le Projet d'aménagement de terroirs villageois du Dallol Bosso au Nord de la République du Niger. Celui-ci est une réussite essentiellement en terme de prise en charge de la population paysanne Nigérienne et le respect de son environnement déjà fragile.
- et, le Projet Al Paca dans les régions des Andines au Pérou. Celui-ci est un succès en terme de filières spécialisées (laines, fourrures, peaux, etc...) et d'échanges avec d'autres secteurs productifs.

Actuellement, la finalité de cette Corporation canadienne sans but lucratif, est de

" promouvoir le développement des ressources humaines, des institutions nationales et des organisations locales du Tiers-Monde afin qu'elles contribuent plus efficacement au développement national tout en répon-

dant mieux aux attentes et aux besoins de la population. Son mandat est d'initier le public canadien à la problématique du développement et de la coopération internationale. " (CECI, 1987-88:3)

* Plusieurs qualités caractérisent le CECI. Ce sont par exemple:

- autonomie, participation, efficacité, altruisme,
- rendre le monde plus juste et humain,
- philosophie humaniste manifestée dans l'action,
- intégration de l'humanisme et du professionnalisme,
- respect des droits et de la dignité des personnes et des communautés,
- solidité de pensée,
- sérieux dans la mise en oeuvre des projets et des programmes,
- confiance et clarté d'esprit dans l'élaboration de ses objectifs,
- attitude personnaliste,
- etc...

En somme, le CECI est:

" un creuset où se fondent une philosophie humaniste et une expertise technique au service du développement, conçu comme un processus de changements par lequel des individus et leurs collectivités tentent de maîtriser leur environnement techno-écologique et socio-économique. " (CECI, 1985-86:3)

*** Partenaires et financement**

" Le financement des ONG provient surtout de deux sources: les dons privés des particuliers, sociétés et fondations, et les subventions d'origine gouvernementale. "
(Brodhead,T., Herbet-Copley,B., Lambert,A.M., 1988:23)

Le grand partenaire canadien du CECI est évidemment l'ACDI, à travers la Direction de la coopération institutionnelle et des services au développement (CISD), et possiblement aussi via d'autres directions. Les programmes spéciaux de l'ACDI financent les activités de coopération volontaire tandis que les programmes bilatéraux de l'ACDI appuient les Etudes et Projets de Développement Rural (EPDR) et de Développement des Ressources humaines (EPDRH).

" Grâce au financement élargi de l'ACDI, des organismes comme le CECI ont acquis de plus grands moyens d'exécuter directement des projets. "
(Brodhead,T., Herbet-Copley,B., Lambert,A.M., 1988:18)

D'autres partenaires appuient également les activités du CECI: des regroupements spontanés de citoyens et ainsi qu'une vingtaine d'organisations canadiennes vouées au développement du Tiers-Monde, par exemple, OXFAM-Québec, le Rotary International, l'Aide Canadienne à l'enfance, la Fondation canadienne contre la faim, la Fondation Roncali, etc...

*** Programmes et Projets**

Le CECI propose essentiellement trois programmes de coopération internationale:

- Programme de Coopération Volontaire (PCV),
- Etudes et Projets de Développement Rural (EPDR),
- Etudes et Projets de Développement des Ressources humaines (EPDRH).

" Les ONG font preuve d'innovation et de souplesse dans leurs programmes " (IBID, 1988:32). Ceci est bien le cas du CECI.

Le Programme de Coopération Volontaire vise essentiellement l'affectation dans des pays du Tiers-Monde de coopérants-volontaires pour plus au moins deux ans et plus. Au 31 mars 1988, il appuyait environ 160 projets de développement touchant par exemple, la santé-nutrition, l'agriculture, l'enseignement, l'alphabétisation, l'animation communautaire, les coopératives, la gestion et 21 projets orientés spécifiquement vers les femmes.

Les coopérants-volontaires acceptent de se mettre au service des communautés. Ils reçoivent un fonds d'appui variant entre \$5 000 et \$25 000 venant d'un fonds spécial ACIDI\CECI ou de sources privées canadiennes, locales ou autres. Le volontaire a essentiellement deux objectifs: être le témoin d'une solidarité internationale et proposer ses services au développement, c'est-à-

dire appuyer techniquement des initiatives communautaires qui contribuent au renforcement des groupes de base ainsi qu'à la redistribution du pouvoir socio-économique.

Dans la coopération internationale, le volontariat:

" joue un rôle novateur en matière de démarche de développement: capacité de contact et d'implication à des demandes formulées à la base; capacité du volontaire, en tant que non-expert, à se remettre en cause par rapport aux problèmes de développement pour lesquels il n'y a pas de solution toute faite; capacité d'accompagnement et de dynamisation d'une communauté, en essayant d'instaurer des relations de partenariat vraiment égalitaire..."
(Le Courrier, 1987:60-61)

Le programme Etudes et Projets de Développement Rural (EPDR) est à plus long terme et fait appel à des coopérants plus expérimentés. Les projets reposent sur une démarche de planification, de suivi et d'appui technique plus élaborée. L'ACDI finance plus ou moins 85% des activités de ces projets. Une contrepartie locale et des subventions internationales ou canadiennes en complètent le financement. En 1988, onze projets de développement rural étaient en cours. Le projet de St.Michel-de-l'Attalaye, analysé plus loin, est l'un des plus anciens projets de développement rural (EPDR).

Enfin, le programme Etudes et Projets de Développement des Ressources Humaines (EPDRH) vise essentiellement la formation des

ressources humaines, canadiennes ou locales, et le renforcement de la micro-entreprise. Ce sont des projets de grande envergure.

La démarche de l'EPDR et l'EPDRH est plus au moins la même. Les deux s'engagent:

" dans des projets pluri-annuels de plus grande envergure avec des moyens financiers et matériels plus importants. On y retrouve des "agents de projet" qui sont d'anciens volontaires impliqués à plus long terme comme des agents de développement. Ces programmes développent une expertise particulière dans ces deux grands domaines et ils opèrent selon une méthodologie de recherche-action. L'expérience acquise dans ces projets est ensuite réinvestie en partie dans le programme volontaire de différentes façons. Un troisième programme de ce type démarrera incessamment, concernant l'appui aux micro-entreprises. Il s'agit d'un domaine difficile, mais indispensable à la progression équilibrée de l'économie des pays en développement. " (CECI, 1985-86:3)

*** Services d'appui aux programmes**

Il existe principalement quatre services d'appui aux programmes présentés: formation; programmation, évaluation et communication (PEC); recrutement et sélection; services administratifs et financiers (SAF).

La formation, comprend celle des coopérants-volontaires envoyés outre-mer mais aussi celle du grand public. Plus de 106 soirées de réflexion et d'échange sur la coopération internationale et le développement ont été tenues. Les sessions portent

généralement sur des thèmes précis et cherchent à faire un lien entre la théorie et la pratique.

Le service de Programmation, évaluation et communication est d'une grande importance. Il se fait généralement par le personnel basé au Québec. La recherche et l'évaluation sont nécessaires pour:

" la mise au point d'outils informatisés de gestion et de suivi-évaluation des projets volontaires, et pour l'évaluation de fin de phase des projets EPDRH. "
(CECI, 1986-87:6)

La communication, quant à elle, constitue un outil nécessaire d'échange entre les membres du CECI en poste outre-mer et ceux au Canada (employés, membres du CECI, partenaires, bénévoles, etc...). Un Bulletin de Liaison remplit notamment cette fonction plusieurs fois par an.

Le service du recrutement et de la sélection remplit des tâches fondamentales: trouver, recruter et sélectionner des coopérants. En 1988, les services de recrutement ont analysés des centaines de curriculum vitae, fait plus de 342 entrevues et recommandé pas moins de 162 candidatures. Seulement 113, sur 151 candidats recommandés pour la coopération volontaire, ont réussi avec succès l'épreuve.

Enfin, l'importance des services administratifs et financiers n'est pas à démontrer. Une gestion saine et efficace est requise à tous les paliers du processus de coopération internationale. Ce n'est pas toujours le cas !

*** Bureaux et activités outre-mer**

Les trois programmes de coopération en place outre-mer sont, depuis 1984, appuyés sur le terrain par des bureaux locaux. Il existe aujourd'hui dix bureaux outre-mer responsables pour

" la définition de nouveaux projets, pour le suivi et la gestion des projets volontaires, de même que pour l'appui aux projets plus importants. "
(CECI, 1986-87:6)

Cette décentralisation institutionnelle a permis au CECI d'accroître la pertinence et l'efficacité de ses actions dans le Tiers-Monde.

En Haïti, une direction générale est située à Port-au-Prince et est responsable au niveau administratif des activités de coopération du CECI de Saint-Domingue et des Caraïbes. Cette direction suit de très près toutes les activités du programme EPDR dans ces régions. Le directeur régional est entouré d'une équipe de nationaux.

Les activités outre-mer sont nombreuses et s'appliquent à des domaines variés comme, par exemple, technologie appropriée, coopératives, éducation, environnement, production alimentaire, développement rural, santé-nutrition, etc... Actuellement, le CECI intervient dans plus de 35 pays (Caraïbes, Afrique, Amérique Centrale, etc...).

Fort de cette vue générale du CECI, il convient maintenant de l'observer dans le contexte cette fois d'un cas spécifique: le projet à Saint Michel-de-l'Attalaye.

ii. Le Projet de St.Michel-de-L'Attalaye: finalité, objectifs, volets d'interventions, etc...

" Le principal domaine d'intervention dans les Caraïbes demeurent le développement rural. "
(CECI, 1987-88:8)

Dans le cas du projet de St.Michel-de-l'Attalaye, le développement rural intégré est primordial. Les critères du DRI sont l'équité, la justice et la croissance au profit des plus démunis du Tiers-Monde. Répondre aux besoins essentiels des populations-cibles constitue un objectif majeure. Le DRI , comme déjà vu dans le deuxième chapitre, se présente aujourd'hui davantage sous la forme de micro ou meso-réalisations, à plus petite échelle, livrées généralement par une ONG, dans notre cas,

le CECI. Ces micro-réalisations impliquent fondamentalement la base et s'ajustent le plus possible sur les besoins réels des populations.

On parle d'un développement "intégral" du milieu rural pour montrer qu'il ne s'agit pas seulement d'élever le niveau de revenu de la population active en Haïti, mais d'améliorer le degré de satisfaction de l'ensemble des besoins humains fondamentaux (y compris les besoins socio-culturels) et d'élever le niveau de participation de toute la population à la conception et à la réalisation de ces améliorations concrètes.

Bien entendu, il est bon de dire que peu de projets ou de programmes ont la prétention de s'attaquer à la fois à tous les besoins et tous les problèmes de développement d'une même collectivité, ceci pour éviter une complexité excessive et un gaspillage de ressources. Même dans une vision intégrée, on s'attachera à résoudre les problèmes les plus urgents et les plus significatifs, pour ensuite élargir davantage encore la problématique. C'est le principe de la " tâche d'huile " qui s'étend progressivement et uniformément.

On l'a déjà dit, le projet de St.Michel-de-l'Attalaye est l'un des projets les plus anciens du Programme EPDR. Jusqu'à maintenant, il est considéré comme un projet efficace donc un succès. Il se trouve au Nord d'Haïti. Il a été préparé et exécuté par le CECI,

il est doté de trois fonctions importantes. Celles-ci sont assez bien explicitées dans une étude sur le développement rural intégré, un document préparé par Maxime Crener, G.Léal, R.Lebanc et B.Thébaud:

" Premièrement, (répondre) aux besoins humains des pays pauvres; deuxièmement (amener) les Canadiens à mieux connaître et à appuyer les efforts de développement international; troisièmement (encourager) les politiques publiques qui contribuent à un ordre mondial plus juste et plus équitable. " (Crener,M. et al., 1983:15)

La finalité du projet telle que définie dans le document de synthèse de l'ACDI dit " cadre logique " et préparé en juin 1986 était:

" d'aider les paysans et paysannes de la commune de St.Michel-de-l'Attalaye à accroître et valoriser leurs productions agricoles et animales et à améliorer l'état sanitaire et nutritionnel de leurs familles, tout en contribuant à la mise en place d'organisations structurées en mesure d'assurer la perennité de ces acquis. " (ACDI, Cadre Logique, juin 1986)

A cette fin, le projet contient trois volets: "Organisation-paysanne", "Agriculture" et "Santé-Nutrition".

Premièrement, le volet "Organisation-paysanne" favorise l'acquisition par les paysans eux-mêmes d'une meilleure maîtrise individuelle et collective des processus socio-économiques de leur environnement.

" Outre les appuis aux activités productives comme

telles, c'est l'aspect organisation-paysanne qui ressort comme étant la grande priorité de nos (CECI) projets de développement rural. " (CECI, 1987-88:8)

L'isolement des paysans de St.Michel-de-l'Attalaye est très réel. La dispersion du logement explique l'insuffisance d'organisations de solidarité. La disparition des formes traditionnelles d'organisation sociale et l'analphabétisme traduisent l'ignorance et l'impuissance des paysans à connaître et maîtriser leur environnement, etc... Ce manque d'organisation, l'ignorance et la crédulité des paysans favorisent l'exploitation de ceux-ci par les plus riches et augmentent une paupérisation constante du milieu rural.

" Le soutien accordé aux organisations paysannes revêt un caractère particulier dans la conjoncture actuelle, qui est critique pour celles-ci aussi bien sur le plan économique (cours du café en baisse, désorganisation du marché intérieur), que sur le plan politique. " (CECI, 1987-88:8)

Le volet "Organisation-paysanne" contient un ensemble d'activités d'animation et de formation ainsi que d'appui aux groupements paysans.

Deuxièmement, le volet "Agriculture" vise à aider les paysans et paysannes dans leurs activités de production agricole et animale. Les paysans disposent de peu de connaissances et d'expériences leur permettant de répondre adéquatement à leurs

besoins. Il ne possèdent ni le savoir-faire, ni les moyens qui leur permettraient de surmonter les contraintes actuelles auxquelles ils ont à faire face. Comme par exemple, les maladies animales, la détérioration des sols, le morcellement des terres, etc...

Ainsi l'objectif de ce volet "Agriculture" est-il

" d'appuyer les paysans dans les activités qui ont pour but d'améliorer leur système de production et ce, sur la base d'une meilleure connaissance des contraintes et au moyen de l'expérimentation et de la vulgarisation autant sur les terres de la plaine que les mornes. "
(ACDI, Cadre Logique, juin 1986)

A cette fin, le volet contient deux composantes: le centre de Ti-Mango dans la plaine et le centre des mornes dans les montagnes. Tous deux visent à favoriser l'augmentation et la diversification de la production agricole.

Troisièmement enfin, le volet "Santé-Nutrition", tend à:

" appuyer la population dans ses démarches visant à améliorer la situation sanitaire et nutritionnelle par la mise en place d'un système de soins de santé primaires. " (ACDI, Cadre Logique, juin 1986)

La population est sujette à de nombreuses maladies du fait entre autres d'un manque de ressources alimentaires et des conditions d'hygiène misérables du milieu de vie familiale. Ces

maladies sont généralement de longue durée ou permanente, ceci s'expliquant par le peu de connaissances des paysans pour essayer de prévenir ces maladies ou pour les soigner avec des produits localement disponibles et pécuniairement accessibles... Cette prévalence de la maladie a parfois des conséquences dramatiques, d'autant plus que la population ne bénéficie pas d'un réseau adéquat de soins de santé primaires.

Il est donc urgent que ces paysans puissent avoir recours à un système préventif de santé de base. Durant la première phase du projet, on a développé les soins primaires répondant aux besoins primordiaux de la population, de même qu'un effort pour sensibiliser celle-ci aux techniques préventives. Ce volet, devrait à long terme, mettre en place des structures autonomes de prise en charge des interventions en santé.

Le volet "Santé-Nutrition" contient quatre composantes:

- prévention et éducation sanitaire et nutritionnelle par l'animation et la formation,
- appui à l'organisation d'un système de soins de base tout en favorisant l'accès à des services de santé et à des médicaments,
- appui à l'assainissement du milieu,
- études permettant aux interventions dans ce volet d'être les plus proches de la réalité en utilisant les potentialités locales (médecine traditionnelle, par exemple).

L'aspect éducatif et préventif ressort nettement à St.Michel-de-l'Attalaye. Les femmes constituent le groupe cible prioritaire. Traditionnellement, elles ont toujours été plus impliquées au niveau de la santé-nutrition des familles. Quelques-unes sont aussi formées comme première intervenantes en tant que personnes ressources bénévoles.

Le projet de St.Michel-de-l'attalaye est consistant mais parfois un peu trop ambitieux. Malgré son succès, de nombreux problèmes persistent.

C.\ LES CONTRAINTES, LES BLOCAGES INTERNES ET EXTERNES MAJEURS

Les contraintes, les blocages, tels que vus au deuxième chapitre, sont très nombreux au niveau d'un développement rural intégré. Un environnement politique instable, une structure agraire inégalitaire, un environnement administratif et bureaucratique peu favorable au DRI, etc..., sont autant d'exemples que nous avons développés dans la partie théorique du travail.

Egalement des contraintes internes, intrinsèques au caractère du DRI, ont été analysées au chapitre précédent. Elles sont d'ordre politique, économique ou administratif.

En ce qui concerne le Projet de St.Michel-de-l'Attalaye en Haïti, les faiblesses internes se trouvent essentiellement au niveau de la cohérence elle-même du projet. On a pu observer que la cohérence organisationnelle est très faible; par exemple,

- les dates d'échéances sont irréalistes,
- les ressources humaines, matérielles et financières sont insuffisantes,
- l'encadrement est faible,
- la connaissance du milieu est limitée,
- les différents volets du projet sont faiblement intégrés,
- les objectifs sont trop ambitieux vu le contexte socio-politique actuel à Haïti,
- les activités sont trop dispersées donc contre-productives,
- etc...

Le projet a été implanté et, conséquemment, les problèmes sont apparus au fur et à mesure de la mise en place. Trop souvent les contraintes ont été sous-estimées et le réajustement du projet aux évaluations est ou a été très faible. Par exemple,

- " Une première évaluation externe, requise par l'ACDI fut réalisée en 1985. Elle était très positive à l'égard du projet dans sa conception, ses réalisations et ses acquis; cependant, certaines faiblesses étaient identifiées, particulièrement...
- une trop grande dépendance du projet à l'égard du CECI (siège) en matière de conceptualisation et de formulation;
 - la faiblesse de la participation paysanne au processus de planification-exécution-évaluation nécessaire à une pleine adhésion des bénéficiaires du projet;

- l'absence d'une relève locale pour l'équipe du projet;
- etc... " (Blanchet,G., et al., 1988:2-3)

Ces faiblesses réapparaissent à nouveau dans l'évaluation faite par l'ACDI au mois d'août 1988. Le réajustement a donc été très faible.

Il ne s'agit pas dans ce travail de faire une analyse critique de la méthodologie de cette évaluation. Pour de plus amples renseignements à ce propos, le lecteur trouvera les documents appropriés en annexe: Méthodologie de l'évaluation et le "cadre logique" ou cadre de référence de l'ACDI.

A cause du contexte socio-économique et politique du pays, le réalisme de la planification et des programmations annuelles est primordiale. Il faut être souple et garder les deux pieds sur terre !

En ce qui concerne l'intégration des activités, la multiplicité des activités des trois volets entraînent un certain disfonctionnement à cause de l'ampleur des tâches, associée à l'envergure des territoires couverts et au faible volume des ressources. Ceci semble confirmer notre remarque théorique sur les dangers des " méga-projets DRI".

Les volets "Organisation-paysanne" et "Agriculture" sont plus au moins intégrés, les activités de production se faisait prioritairement à travers des groupements socio-économiques villageois. Néanmoins, l'intégration du volet "Santé-Nutrition" est beaucoup plus difficile. Elle touche l'ensemble des conditions de vie (vaccination, pharmacie, captages d'eau, etc...) dans un processus de développement qui, semble-t-il, reste encore à planifier.

Pour ce qui est des contraintes ou blocages externes, ils sont nombreux et consistent avec la théorie développée dans notre deuxième chapitre.

*** Contexte politique et institutionnel,**

L'environnement politique du projet de St.Michel-de-l'Attalaye a été marqué par de nombreux événements dont les plus récents sont:

- de 1957 à 1986: dictature des Duvaliers ("Papa Doc" et "Bébé Doc" de surnom);
- février 1986, chute du "président à vie": J.C.Duvalier;
- 10 février 1986, le Parlement est dissout, le Général Namphy annonce une nouvelle constitution et des élections au suffrage universel direct;
- 25 août 1987, tentative d'assassinat du père Aristide, personnalité très populaire en Haïti;
- novembre 1987, au moment des événements qui ont suivi les

massacres, les coopérants canadiens sont rapatriés. Ils sont retournés à Haïti seulement en janvier 1988,

- 1er décembre 1987, les Etats-Unis suppriment leur aide économique et militaire (seule l'aide humanitaire est maintenue);

- 17 janvier 1988, élections générales. Leslie Manigat est élu président de la République d'Haïti, par 10 % des électeurs. Formation d'un nouveau gouvernement civil modéré;

- juin 1988, le Général Namphy règne de nouveau sur Haïti dans l'indifférence populaire;

- 11 septembre 1988, massacre dans une église de Port-au-Prince pendant la messe du père Aristide;

- 8 avril 1989, échec d'une tentative de coup d'Etat;

- septembre 1989, Prosper Avril devient lieutenant Général et président d'un gouvernement militaire provisoire;

- mars 1990, démission du dictateur militaire, le Général Prosper Avril;

- Actuellement, Ertha Pascal Trouillot est présidente provisoire au Palais National.

" Ertha Pascal Trouillot became Haiti's first woman head of state yesterday in an emotional ceremony that appeared to confirm the army's willingness to cede its power over this island nation. "
(The Globe and Mail, 14 mars, 1990:A5)

Depuis le 12 septembre 1988 la planification de nouveaux programmes bilatéraux en Haïti par l'ACDI est arrêtée; les projets en cours continuent et leur gestion devrait être progressivement

transférée aux ressources locales.

Le projet de St.Michel-de-l'Attalaye étant assez éloigné de la capitale haïtienne, Port-au-Prince, a donc été moins touché par les événements politiques de ces dernières années. Il n'empêche que les Canadiens et leurs partenaires haïtiens du terrain ont été sérieusement secoués. Le projet risque d'en souffrir.

Pour ce qui est du cadre institutionnel, l'Eglise catholique a remplacé la carence de l'Etat quant à la mise en place de services. Le partenaire officiel du projet est donc l'Eglise. Hélas, la religion, en Haïti, est davantage un facteur de division sociale, de dissension, dont tirent profit les élites gourmandes de la place. Il existe à St.Michel-de-l'Attalaye 22 églises d'allégeance différente. Elles se définissent toutes comme associées à la "marche du peuple vers la démocratie" mais dans des optiques divergentes.

Du côté de l'Eglise catholique romaine, on observe:

- des communautés de base fortement influencées par la théologie de la Libération;
- et, des communautés concentrées surtout sur le rôle pastoral de l'Eglise.

Les églises protestantes ont aussi beaucoup d'influence. Historiquement d'ailleurs, il est prouvé que le pouvoir de

J.C.Duvalier était directement relié à l'arrivée dans l'île des églises protestantes, surtout les églises fondamentalistes américaines, qui entendaient contrer l'influence trop dominante de l'Eglise catholique. Ces églises fondamentalistes américaines ont prêché une philosophie de résignation (les gens acceptent leur sort, ont une vision fataliste et ne luttent pas pour le changement) fortement démobilisatrice sur le plan social et politique laissant libre cours aux élites pour se mettre en place.

En bref, la division des Eglises et les messages annoncés ont sans aucun doute renforcé le pouvoir et la dictature des Duvaliers, en définitive même sur l'église elle-même.

" On peut citer le cas de l'Eglise qui, avant, était dirigée par un épiscopat étranger et qui, sous Duvalier, a connu une hiérarchie indigène car, à l'époque, c'était Duvalier lui-même qui nommait les évêques. " (Le Devoir, 23 mars 1990)

Le "vaudou", les réseaux d'influence traditionnels, les tabous, les interdits bien ancrés dans la société sont aussi de gros obstacles au changement.

" Le culte vaudou a même été activement encouragé par celui de François Duvalier, mais principalement comme un moyen de contrôle social. Toutefois, il est généralement traité avec dédain par l'élite instruite et constitue un autre facteur de séparation entre ceux qui contrôlent le gouvernement et ceux qui ont le plus besoin de son aide. " (English, E.P., 1984:13)

Il va de soi qu'un pareil contexte politique et institutionnel a une influence certaine sur la réalisation des activités du projet. La motivation des partenaires (population et animateurs) et le degré de participation sur le terrain ont enregistré une baisse. On note un certain sentiment d'insécurité au sein de la population aggravant une implication populaire déjà faible et une grave carence en termes de relève locale.

*** Situation agraire héritée du passé,**

La situation agraire du projet DRI à St.Michel-de-l'Attalaye réfère forcément à tout ce que nous avons dit précédemment sur le contexte agro-économique haïtien. Elle est évidemment complexe. Le système agraire en Haïti, on l'a vu, est déséquilibré, les meilleurs sols (dans les plaines) appartenant aux grands propriétaires qui profitent au maximum de leur exploitation par le fermage et le métayage (ils exploitent donc le petit paysan). Tandis que la parcellisation des terres dans les mornes entraîne une surexploitation d'autant plus qu'il est très difficile d'introduire de nouvelles technologies de production en montagne.

Haïti signifie le "pays des montagnes"; les pentes dans les mornes dépassent souvent les 45 degrés et ce sur plus de la moitié de leur superficie. Certains paysans ayant une parcelle de terre dans les mornes doivent cultiver en étant attachés à des cordes tellement le degré de la pente est élevé !

Le système foncier demeure un problème entier en Haïti. Une réforme agraire est nécessaire mais elle irait forcément à l'encontre des intérêts des élites... L'appauvrissement des populations résulte aussi en partie de l'importation massive de denrées alimentaires à bas prix ou à des prix moins élevés que ceux payés aux paysans pour leur surplus de récolte. Ceci tue toute motivation !

A St.Michel-de-l'Attalaye, l'achat de brisures de riz a changé les habitudes alimentaires. Les gens mangent beaucoup moins de maïs et de sorgho et deviennent de jour en jour plus dépendants des pays plus développés quant à leur ration alimentaire.

Un autre problème essentiel aggrave continuellement la situation agricole: l'érosion des sols due essentiellement au surpeuplement de certaines régions, à l'escarpement des terrains et aussi aux pluies torrentielles.

" Haïti représente peut-être le pays où la dégradation de l'environnement a atteint le stade le plus avancé. Il n'est pas surprenant que l'érosion soit souvent citée comme l'obstacle numéro un à son développement économique. " (English,E.P., 1984:15)

*** Intégration administrative,**

Pour le projet de St.Michel-de-l'Attalaye, le système administratif est loin d'être parfait. On a pu observer plusieurs

problèmes entre le CECI et l'ACDI. Une meilleure coordination, surtout dans le contexte politique difficile d'Haïti, est nécessaire. Par exemple, l'ACDI a approuvé des planifications irréalistes, ambitieuses et confuse (style mission impossible !). Mais, en même temps, le CECI a quand-même accepté de s'y engager et de relever le défi ! En conséquence, on note un énorme écart entre l'ampleur des objectifs et les moyens (du CECI) de mise en oeuvre pour y parvenir ! Aussi devrait-il être nécessaire d'avoir plus de ressources sur le terrain pour réaliser les objectifs définis. Ceci est difficile à cause des limites budgétaires du CECI. Faudra-t-il alors que l'ACDI révise ses objectifs dans ce projet dans le sens d'un plus grand réalisme ? Sans doute, la chose est souhaitable.

Egalement, on a pu observer le besoin d'un mécanisme plus formel et régulier de liaison entre l'ambassade canadienne à Port-au-Prince et les représentants du CECI. Une pareille coordination assurerait un suivi plus adéquat des activités sur le terrain et permettrait des ajustements plus rapides du projet.

Un autre point qui vaut la peine d'être souligné est le fait qu'il est difficile de trouver des coopérants voulant travailler dans un contexte socio-politique et économique difficile et instable. Voire menaçant lorsqu'il s'agit d'animer des populations à l'encontre sans doute d'intérêts élitistes...

Aussi, dans le cas du projet de St.Michel-de-l'Attalaye, les coopérants ont-ils beaucoup plus eu tendance à "faire" du développement que de promouvoir une réelle animation aidant les gens, les pauvres, à s'organiser eux-mêmes avec une aide minime de l'extérieur. Nous y reviendrons en détail plus loin en parlant du problème de la "mentalité assistancialiste".

Enfin, autre constat, les ressources humaines sur le terrain doivent avoir une connaissance plus systématique et mieux documentée du milieu (ceci a été l'un des grand problème du DRIPP en Haïti). Les gens ne s'interroge pas assez sur:

- les objectifs réels du milieu,
- le comportement social et économique des bénéficiaires,
- la demande des populations-cibles vis-à-vis des biens et services offerts par le projet,
- la forme (investissements financiers, travail...) et le volume d'investissement que les populations sont prêtes à investir dans un projet,
- les contraintes économiques et sociales du milieu,
- le nombre, la nature et l'importance des alternatives au changement.

Pour terminer, on peut ajouter, comme le dit si bien l'auteur H.Dobers, que:

" Le projet doit être conçu de façon telle qu'elle procure au paysan, la motivation nécessaire à surmonter les contraintes qui s'exercent à l'encontre du changement. " (Dobers,H., 1977:15)

C'est là tout un défi ! Vite dit, vite fait ? Certes non, comment ?

D.\ LA PROBLEMATIQUE DE LA " MENTALITE ASSISTANCIALISTE "

Le projet DRI dans la commune de St.Michel-de-l'Attalaye est, nous l'avons vu, un projet vaste et complexe qui, certes, a eu un impact jugé positif sur la population cible, sans pour autant avoir éliminé toutes les contraintes existant encore. On est loin du projet parfait. Du côté de l'incidence positive, le volet "Santé-Nutrition" est un bon exemple. Néanmoins, un problème de fond demeure: l'attitude "assistancialiste" des populations bénéficiaires.

Il est clair qu'au niveau du volet "Santé-Nutrition", la population est aujourd'hui mieux informée qu'elle ne l'était dans le passé. De plus, le niveau de mortalité a baissé dans la région. L'état de nutrition des enfants s'y est amélioré, les ventres creux et enflés sont plus rares. La fièvre est tombée depuis l'installation des captages d'eau. La population est motivée et prête à marcher des kilomètres pour aller aux points de captage

d'eau. Nombreux sont les gens qui viennent de différentes zones pour participer aux activités de "Santé-Nutrition".

Il faut cependant remarquer que, malgré de pareils avantages et bénéfices, le projet secrète une approche quelque peu paternaliste et "assistencialiste". Que doit-on entendre par cela?

Le développement auto-centré est un concept-clé des ONG. L'auteur Thierry Verhlest nous le rappelle dans son livre Des racines pour vivre:

" La **self-reliance** doit être comprise comme un effort d'affranchissement de toute forme nuisible d'extraversion et de dépendance. Il s'agit pour chaque peuple, et pour chaque communauté de base d'assurer la préservation ou la reconquête de leur liberté, et finalement, de leur identité. La self-reliance implique un processus d'autonomisation à la fois économique, politique et culturelle. " (Verhlest,T., 1987:202)

A partir de ce développement auto-centré, la déconnection devrait se produire. Dans le cas ici présent, cette déconnection devrait permettre un désengagement des donateurs (ACDI\CECI) dans la mesure des capacités de prise en charge de la population cible.

" La **fonction de décharge** qui incombe au développement auto-centré à l'égard des institutions étatiques de développement signifie qu'il y a priorité de l'auto-assistance (self-help) par rapport aux interventions des agents externes qui exercent des fonctions de développement. " (Dobers,H., 1978:43)

D'après l'Institut Nord-Sud:

" la notion d'auto-assistance, ou participation, implique que les bénéficiaires doivent être associés aux projets de développement, non seulement dans leur exécution, mais également dans l'identification des besoins, la planification du projet et l'évaluation des résultats. "
(Brodhead,T., Herbert-Copley,B., Lambert,A.M., 1988:132)

Or, ironiquement, beaucoup de projet, ces dernières années encore, ont été planifiés, conçus et implantés sans inclure les paysans. On parle alors plus d'assistance que d'auto-assistance.

En ce qui concerne Haïti, la conjoncture actuelle est en soi une contrainte qui rend difficile toute tâche de développement déconnecté. L'incertitude, la répression, l'irresponsabilité au niveau gouvernemental explique la quasi institutionalisation de projets que les populations et les animateurs tendent à considérer comme "éternels".

A St.Michel-de-l'Attalaye, la prise en charge implique le renversement de cette tendance "assistancialiste" propre à une mentalité actuelle qu'il faut contrer. Cette tendance est très visible, par exemple, dans le cas de construction trop rapide de latrines et de points de captage d'eau. Le réflexe d'entretien n'est pas encore né: le produit du CECI est vu comme un cadeau ! Ceci favorise essentiellement une attitude d'attentisme de la part de la population.

Les animateurs locaux et les vulgarisateurs restent encore trop dépendants des coopérants; cette dépendance se répercute sur les différents groupements. L'essentiel est d'amener les populations à s'organiser elles-mêmes plutôt que de les "organiser" et de leur donner des cadeaux "gratuits"... L'objectif ultime de toutes les activités du projet a consisté en ce que les petits paysans deviennent, avec le temps, les bénéficiaires d'un développement issu de leurs propres forces. Ils sont les acteurs principaux du processus.

La "mentalité assistancialiste" est à la fois une mentalité qui prévaut tant chez le donateur par son attitude paternaliste, que chez le bénéficiaire par son attitude attentiste. C'est en fait la politique de la "main-tendue" fondamentalement opposée à toute problématique de développement. Cette attitude est parfois très explicite, parfois plus ou moins subtile, voilée. Elle est bien illustrée dans cette citation du Groupe de Recherche AMIRA:

" Quelquefois les paysans sont bien intégrés au projet, mais sous forme assez caricaturale: les objectifs qu'on leur prête sont en fait ceux que définissent pour eux les techniciens. Ils apparaissent comme des contraintes, des sujets qu'il faut **amener à la rationalité** et non comme des acteurs ayant leurs propres objectifs. " (AMIRA, 1981:21)

A l'opposé d'une pareille optique assistancialiste qui, ouvertement ou de façon subtile, va à l'encontre de tout développement auto-centré, il convient de promouvoir une approche

systématiquement participative.

Certains facteurs sont importants pour que fonctionne une pareille stratégie participative; en voici quelques-uns:

- la souplesse dans l'exécution du projet. Il s'agit de travailler au rythme de la communauté et de rester ouvert à tout changement valable venant de "la base". Les objectifs du projet doivent être souples au changement;

- les cadres sur le terrain ou partenaires locaux doivent être les plus autonomes possibles. Ils ne devraient pas constamment se référer à une administration centrale mais, au contraire, détenir sur place une autorité, de discuter, voire modifier, le projet en fonction de l'évolution de la communauté. La décentralisation du pouvoir s'impose.

- il est nécessaire d'avoir sur le terrain des personnes compétentes et ayant des qualités de pédagogue et d'animateur décidés à faire plus que de "faire" simplement du développement, que de livrer des recettes... La connaissance du contexte local est, dans cette optique, un élément essentiel.

- l'aide externe n'a qu'un rôle catalyseur à jouer; il faut plutôt

" s'assurer que ce processus se déroule avec la participation du groupe cible organisé, et que les interventions externes, y compris celles de l'Etat, n'ont pour but que d'initier et d'appuyer l'auto-centrisme et de renforcer l'organisation de l'auto-assistance, en encourageant la formation de la population locale en matière de planning, de la prise de décisions, de la réalisation de programmes pour le développement de leurs communautés, et en procurant aux organisations locales des fonds, des fournitures, des services et de la technologie appropriés, lorsqu'elles en ont besoin. " (Dobers, H., 1978:44)

CONCLUSION

L'approche du développement rural intégré est vaste, complexe, souvent trop ambitieuse. Un ensemble de facteurs en conditionnent la performance, le succès. L'implication des bénéficiaires, leur volonté à s'engager, l'engagement parallèle des institutions socio-politiques sont nécessaires. Le système agraire doit au besoin être réformé. Le système administratif doit être simple et décentralisé. La décentralisation devrait aider et faciliter une prise de décision rapide appropriée. Une bonne communication entre les parties est à établir. Toute initiative au ras du sol est à privilégier, de même que la participation des populations-cibles. La coordination verticale et horizontale des éléments du projet est primordiale. Tout ceci doit conduire à ce que la population puisse un jour se prendre en charge elle-même et perpétuer un réel développement.

Le projet DRI de Saint Michel-de-l'Attalaye, initié par le CECI et exécuté par lui avec l'aide de l'ACDI, a pour objectif le développement économique et social de zones rurales éloignées. Il ne s'agit pas seulement d'assurer le développement des activités de production agricole, mais aussi d'améliorer les conditions de vie, à tout point de vue, en milieu rural. Cette amélioration repose sur un accroissement de la productivité des exploitations agricoles et\ou pastorales ainsi que des autres activités

productrices de biens et de services: petites industries rurales, artisanat, commerce, transport, etc...

Le caractère "intégré" de ce type de développement s'observe à deux niveaux:

- Le développement peut être intégré dans son objectif: il ne s'agit pas seulement d'élever le niveau de revenu de la population active, mais d'améliorer le degré de satisfaction de l'ensemble des besoins humains fondamentaux (y compris les besoins socio-culturels) et d'élever le niveau de participation de toute la population à la conception et à la réalisation de ces améliorations concrètes. Par référence aux objectifs, on pourrait donc parler d'un développement "intégral" du milieu rural. Toutefois, on l'a vu, la prétention de s'attaquer à la fois à tous les besoins et problèmes de développement d'une même collectivité risque d'accroître une complexité déjà excessive et un gaspillage de ressources. La plupart des projets se limitent à un certain nombre de besoins et problèmes, étroitement liés entre eux et jugés prioritaires par les collectivités elles-mêmes.

- Le développement peut aussi être intégré dans ses moyens. Pour que les objectifs de développement visés soient atteints avec efficacité, il faut, dans l'optique d'un projet DRI, s'attaquer à un ensemble de problèmes dans un ensemble de secteurs et avec un ensemble de moyens convergents: instruments et techniques de

production, aménagements fonciers, infrastructures de transport, services d'enseignement, de santé et d'administration, approvisionnement en eau, circuits commerciaux, etc... Une approche trop partielle, trop centrée sur l'un ou l'autre facteur de production voit souvent son efficacité réduite faute d'intégration avec les autres éléments du cadre socio-économique.

Une approche "intégrée" du développement rural est d'autant plus nécessaire que, en milieu villageois, les activités productives constituent un élément, parmi d'autres d'un mode de vie très articulé où sont étroitement imbriqués, les usages faits des ressources naturelles, l'ensemble des comportements sociaux et le système de valeurs traditionnel.

Un projet de développement rural intégré vise une collectivité humaine donnée, pour promouvoir globalement son mieux-être social et économique et pour accroître sa participation à la croissance économique nationale ou régionale. Il se distingue des projets unidimensionnels en ce qu'il cherche justement à combiner ceux-ci. Les volets hydraulique, santé rurale, techniques de production, formation, irrigation, mécanisation agricole, alimentation et approvisionnement, gestion, etc..., sont autant de facteurs à intégrer, à rendre convergents.

On l'a vu, le projet DRI de Saint Michel-de-l'Attalaye est à bien des points de vue un projet valable d'aide au développement,

qui néanmoins a ses limites et risque même de s'effondrer si la "mentalité assistancialiste" observée devrait y persister indéfiniment. Comment alors parler de développement endogène et auto-centré ? En l'état actuel du projet le désengagement des donateurs (ACDI\CECI) et la capacité de prise en charge de la population doivent être calculés avec prudence.

A notre avis, l'approche du développement rural intégré est encore une idéologie en quête d'une méthodologie. Sur papier, l'approche semble idéale mais est-ce la même chose dans la pratique ? Le "comment faire" nous interpelle toujours. Il n'y a pas de recette toute faite. Aussi nombreux sont les promoteurs de DRI qui, faute d'écouter, d'observer, de participer, de s'engager personnellement, de vivre sur le terrain, finissent toujours par voir trop grand. Ceci est source d'inefficacité à bien des points de vue, on l'a vu. Souvent, il convient bien plus d'opter pour une stratégie DRI plus modeste et mieux ciblée.

Le projet de St.Michel-de-l'Attalaye est un bon exemple, il se concentre sur quelques activités et fait appel à une technologie et des équipements simples que le paysan peut facilement comprendre et adopter. Ce projet de type DRI fait donc bien partie de la vision "alternative" du développement: la grande mobilisation de la population (gestion participative) en est la principale caractéristique. Il est, malgré ses limites et ses contraintes, en définitive, un projet à dimension humaine. On entend par là qu'il

est viable et qu'il y a lieu d'espérer que d'autres améliorations à sa conception et sa mise en oeuvre viendront en augmenter encore son efficacité. C'est là toute une note d'espoir.

BIBLIOGRAPHIE

- Abasiekong, E. Integrated Rural Development in the Third World, New-York: First Edition, 1982.
- ACDI L'Evaluation des Projets: Approches et méthodes, Ottawa: ACDI, Direction de L'Evaluation, octobre 1977.
- ACDI Développement Rural Intégré: une approche intégrée du développement, Ottawa: ACDI, Guide sectoriel, 1978.
- Albertini, J.M. Les mécanismes du sous-développement, Paris: Les éditions ouvrières, 1967.
- AMIRA Méthode d'évaluation des Projets: Analyse du milieu rural avant, pendant et après une opération développement, Paris: AFIRD, 1981.
- Bairoch, F. Le Tiers-Monde dans l'impasse, Paris: Gallimard, 1971.
(Partie IV. Quels sont les obstacles qui s'opposent au démarrage des pays sous-développés ?
Partie V. Comment sortir de l'impasse ?)
- Belloncle, Guy " Les associations villageoises: seules bases possibles d'un développement au service des populations sahéliennes " , dans Environnement africain, n.14, 1981, pp.265-273.
- Blanchet, G. Cahier d'évaluation
Locas, A. Carice et Mont-Organisé, Phase I
Pomerleau, L. St. Michel-de-L'Attalaye, Phase II
République d'Haiti,
Ottawa: ACDI, août 1988.
- Blanchet, G. Evaluation de Fin de Projets
Locas, A. Carice et Mont-Organisé, Phase I
Bourgoignie, M.N. St. Michel-de-L'Attalaye, phase II
République d'Haiti,
Ottawa: ACDI, mars 1989.
- Brobhead, T. Ponts de L'espoir ? Les organismes bénévoles
Herbert-Copley, B. Canadiens et le Tiers-Monde, Ottawa: Institut Nord-Sud, 1988.

- Coderre, Denis Guide Thématique I - Les clés du développement,
Montréal: Coopération Nord-Sud en Education,
août 1985.
- Cohen, J. Rural development Participation,
Uphoff, N. New-York: Rural Development Committee, 1977.
- Cohen, J. " Participation's Place in Rural Development:
Uphoff, N. Seeking Clarity through Specificity ",
World Development, vol.8, n.3,
pgs.213-235 Oxford, Pergamon Press Ltd,
mars 1980.
- Condé, J. Approche intégrée au développement rural et à la
Paraiso, M.J. santé et à la population, Paris: OCDE, 1979.
Ayassou, V.K.
- Cornevin, R. Que sais-je ? Paris: Presses universitaires de
France, 1ère édition, 1982.
(CH.6 - L'économie haïtienne)
- Crener, M. Le Développement Rural Intégré,
Léal, G. L'état de la question - 1982/1983,
Leblanc, R. Ottawa: ACDI, 1983.
Thébaud, B.
- DAI Développement Rural Intégré: le faire réussir?
Washington: Development Alternatives Inc., 1980.
- DidierLaurent, M. " Les ONG dans le développement rural.
Quelles alternatives ? " dans BOIRAL (P.) et
al., eds. Paysans, experts et chercheurs en
Afrique Noire. Sciences Sociales et
développement, 1985, pgs.185-200.
- Dobers, H. Contribution à la formulation d'une stratégie de
recherche sur le Développement Rural Intégré,
Douala: Institut Panafricain pour le
Développement, 1977.
- Dobers, H. La situation du concept de développement rural
Intégré dans le monde, Douala: Institut
Panafricain pour le développement, 1978.
- English, P.E. L'Aide au développement du Canada à Haïti,
Ottawa: Institut Nord-Sud, 1984.
- FAO Expert consultations on Policies and institutions
for integrated Rural Development, vol.II,
Rome: FAO, 1977.

- Fashenber, K. " Strategies of integrated development ",
Intereconomics, no.6, Hamburg: Verlag Weltarchiv
 GMBH, Nov/Dec. 1982, pgs.291-295.
- Gauthier, B. Recherche Sociale: de la problématique à la
collecte des données, Montréal: Les Presses de
 l'Université du Québec, 1984.
 (Chapitre 16 et 18)
- George, S. Comment meurt l'autre moitié du monde,
 Paris: Robert Laffont, 1976.
 (CH.1 - Monde riche, Monde pauvre)
- Hagen, E.E. Economie du Développement, Paris: Economica, 1982.
- Hurbon, L. Comprendre Haïti, Essai sur l'Etat, la nation, la
culture, Paris: Editions Karthala, 1987.
- Jedlicka, A.D. Organisation Moderne du développement rural,
 Abidjan: Les nouvelles éditions Africaines, 1985.
- Lacoste, Y. Connaissance du Tiers-Monde, Paris: PUF, 1977.
 (Vocabulaires et problématique du sous-
 développement).
- Lacoste, Y. Géographie du sous-développement,
 Paris: PUF, 3ième édition, 1976.
 (CH.6 - Problèmes agricoles et problèmes
 Agraires).
- Lacroix, L.J. Integrated Rural Development in Latin America,
 Washington, D.C.: World Bank, 1985.
- Langley, P. ZOGID: (Zone of guided Integrated Development):
a contribution to rural development, Douala: PAID,
 1982.
- Laraque, F. Défi à la pauvreté, Montréal: CIDIHCA, 1987.
 (CH.1 - Situation catastrophique d'Haïti,
 CH.3 - Priorités à long terme)
- Larose, Serge L'exploitation agricole en Haïti, Guide d'étude,
 Montréal: Centre de recherches caraïbes de
 l'Université de Montréal, 1976.
- Léal, Gaston Le Développement communautaire par l'animation
rural: état de la question, Ottawa: ACDI, 1982.
- Lélé, Uma Le Développement Rural, Paris, Economica, 1975.

- MacCall, B. " The transition toward Self-Reliance: some thoughts on the role of people's organizations ", IFDA Dossier 22, Nyon, Switzerland, March/April 1981, pgs.37-46.
- MacKenzie, C. " Military chief pledges support to new haitian leader ", The Globe and Mail, 14 mars 1990: A5.
- Mosher, A.T. Trois moyens pour stimuler la croissance agricole, La Haye: ISNAR, 1983.
- Nord, Wilson P. " Les complices invisibles du duvaliérisme ", Le Devoir, 23 mars 1990.
- OCDE Les ONG's: des partenaires dans l'action pour le développement, Paris: OCDE, 1987.
- Perroux, F. Pour une philosophie du nouveau développement, Paris: Aubier, 1981.
- Pitts, D. Development from below: Anthropologists and Development Situations, Chicago: Mouton Publishers, 1976.
- Poggie, J.
Lynchs, R.N. Rethinking Modernization: Anthropological Perspectives, Connecticut: Greenwood Press, 1974.
- Rouillé D'Orfeuil, H. Coopérer autrement, L'Engagement des organisations non-gouvernementales aujourd'hui, Paris: L'Harmattan, 1984.
- Sandbrook, R. The politics Basic Needs, urban aspects of assaulting poverty in Africa, Toronto: University of Toronto Press, 1982.
(CH.1 - The poverty problem)
- Sharma, S.K.
Malhotra, S.L.
Hunter, G. Integrated Rural Development, New Delhi: First Edition, 1977.
- Stohr, Walter " Development from below: The bottom-up and Periphery-inward - Development Paradigm ", Development from Above or Below ?, New-York: John Wiley & Sons Ltd, 1981.
- UNICEF Services de base et développement régional, Genève: UNICEF, 1977.
- Verhellest, T. Des racines pour vivre, Sud-Nord: Identités culturelles et développement, Gembloux: Duculot Perspective, 1987.

----- Le rapport Dag Hammarskjold 1975 sur le développement et la coopération internationale, préparé à l'occasion de la Septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York: Nations Unies, 1-12, septembre 1975)
(page 57-61: Ujamaa: la stratégie de développement de la Tanzanie)

----- " Les ONG de développement, Afrique-Caraïbes-Pacifique, ", Le Courrier, Communauté Européenne, juillet-août, 1987, pgs 60-61.

DOCUMENTS DE PROJET

- Dossiers de l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI)
- Rapport et études élaborés par le Centre Canadien d'études et de Coopération internationale (CECI):

* Projet Saint Michel-de-L'Attalaye, Phase II *

1. Etudes de faisabilité

Termes de référence de la mission de planification de la phase II, sept. 1985, Yves Pétillon, Michel Chaurette, André Rodrigue.

Cadre des contraintes au développement, septembre 1985.
(ann.1 des termes de référence de la mission de planification de la phase I)

Etude d'impact de la phase I, décembre 1985.

Rapport d'évaluation de la phase I (rapport synthèse de l'étude d'impact), janvier 1986.
André Rodrigue sous la direction de Yves Pétillon et Michel Chaurette

Plan d'opération de la phase II, janvier 1986.
Plan d'opération de la phase II, revu et corrigé en mai 1986
Michel Chaurette, André Rodrigue

Tome III, Explications détaillées du budget de la phase II, janvier 1986.
Tome III, Explications détaillées du budget de la phase II, rév. en juin 1986.
Michel Chaurette, André Rodrigue

2. Rapports d'activités

Juillet-août-septembre 1986 (transition entre phase I et phase II)
Octobre-novembre-décembre 1986
Janvier-février-mars 1987
Avril-mai-juin 1987
Juillet-août-septembre 1987
Octobre-novembre-décembre 1987
Janvier-février-mars 1988

3. Rapports d'appui technique

Rapport de mission de suivi des programmes et d'appui technique en Haïti, janvier 1987.
Thai Cong Tung

Rapports de mission d'appui technique de Patricia Allan, du 21 octobre au 15 novembre 1986.

Rapport: rencontres de suivi du projet du 17 au 21 octobre 1987, octobre 1987.

Mandat de l'agronome consultant pour la mission de bilan an II, prog. an III et planification phase III, mai 1988.

Notes de la mission d'appui technique (réalisé du 25 février au 5 mars 1988), mai 1988.
Robert St.Arnaud (SIRA)

4. Rapports d'évaluation-programmation

Rapport d'évaluation de l'an I, programmation de l'an II, tome I, mai 1987.

Tome II, annexes, mai 1987.

Michel Chaurette, Thai Cong Tung, Edith Arcand

Résumé administratif, bilan an II, programmation an III et planification de la phase III (version préliminaire), juillet 1988.
Etienne Lamy

Fiches de planification, an III, juillet 1988.

5. Rapports Annuels du CECI

- 1985-1986
- 1986-1987
- 1987-1988
- 1988-1989

ANNEXE 1

3. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION

3.1. Démarche méthodologique

Deux principes de base déterminent les orientations de la démarche méthodologique. D'une part, la méthodologie de l'évaluation s'inspire essentiellement des orientations proposées par le cadre de référence qui précise les objectifs, l'envergure et les axes de la démarche, de même que les attentes des parties intéressées par les projets du CECI en Haïti et par l'approche qu'ils préconisent.

D'autre part, dans le contexte de l'action convergente et d'un dialogue constant entre le CECI et l'ACDI, la démarche méthodologique assurera une prise en compte permanente des spécificités propres aux projets ONG et aux réalités institutionnelles de l'agence d'encadrement. La finalisation du cahier d'évaluation et du plan de travail sur le terrain ainsi que les échanges sur les principaux constats de l'analyse et la formulation des recommandations se feront dans cette optique.

Les principales étapes de la démarche méthodologique permettront de dégager:

1. L'analyse du contexte socio-économique local (ses caractéristiques, ses contraintes, ses potentialités).
2. L'analyse des objectifs des projets et de leur évolution en fonction de la lecture du contexte.
3. L'analyse de la démarche adoptée par les projets, de son application et de son mode de fonctionnement (rationnel et critères de sélection des zones; des activités; des groupes-cibles; stratégies adoptées; etc.)

4. L'inventaire et l'examen des moyens mis en oeuvre par les différents niveaux d'intervention:
 - structure organisationnelle;
 - ressources humaines et financières;
 - moyens techniques/technologiques;
 - planification, coordination, suivi et évaluation des projets;
 - interventions ponctuelles.
5. L'analyse quantitative et qualitative des extrants générés par les projets (essentiellement en fonction des facteurs de participation et de mobilisation):
 - connaissances techniques diffusées/acquises;
 - personnes formées;
 - participation communautaire et participation des femmes;
 - structures organisationnelles;
 - activités de soutien/d'appui.
6. L'identification d'indices d'impact économiques et socio-culturels comme:
 - la protection de l'environnement
 - l'amélioration de la production agricole;
 - l'amélioration des conditions de vie;
 - l'amélioration des conditions de vie des femmes;
 - la viabilité économique des activités mises en oeuvre;
 - les indices de désengagement du projet et la capacité de prise en charge par les partenaires locaux.
7. La synthèse de ces différentes analyses et l'élaboration des recommandations pertinentes à la consolidation ou au renforcement des projets.
8. La mise en commun avec l'équipe de projet et le CECI des constats et recommandations retenues.

3.2. Cueillette de données

Les informations requises seront recueillies, au Canada et en Haïti, par analyse documentaire et entrevues auprès d'interlocuteurs canadiens et haïtiens.

Sur le terrain, l'équipe procédera à la cueillette des données par des entrevues semi-structurées, soit individuelles, soit collectives, auprès de représentants des organismes directement intéressés par les projets et auprès des populations, groupes ou individus impliqués ou bénéficiaires des réalisations. Ces contacts et entrevues s'enrichiront aussi d'observations visuelles sur le terrain et des commentaires spontanés que feront les interlocuteurs de la mission.

Les visites seront intégrées, autant que possible, au calendrier habituel des projets de manière à en respecter le déroulement. Au sein des projets, la sélection des sites visités tiendra compte des éléments suivants:

- le stade d'intervention: en début du projet, à mi-parcours ou phase de démarrage;
- le type d'intervention: activités culturelles ou d'élevage; formation; santé-nutrition; technologie appropriée; etc..
- le niveau de mobilisation et d'implication des femmes dans l'activité;
- le niveau de mobilisation et de prise en charge par les collectivités;
- le caractère original de l'intervention sous l'angle animation et formation;
- à titre de milieu-témoin, un secteur non encore rejoint par des activités du projet.

De plus, à titre de point de comparaison, on visitera un projet de développement rural intervenant dans la même zone (Nord).

3.3. Outils méthodologiques

Les outils d'appui à la méthodologie comprennent:

- Une série de fiches méthodologiques regroupant, selon les axes d'évaluation, les questions à approfondir et le principal responsable au sein de l'équipe d'évaluation (Annexe C);

- la liste des interlocuteurs (Annexe D);
- la liste des documents à consulter (Annexe E);

3.4. Modes d'analyse

Les entrevues, les analyses documentaires ou les observations directes pourront être menées par l'équipe dans son ensemble, ou par un de ses membres compte tenu du thème d'évaluation en cause et du caractère plus ou moins critique et technique des informations à recueillir. Dans les cas où des informations auront été recueillies par un seul membre de l'équipe, ces informations feront l'objet d'un transfert d'information; une telle démarche permettra de conserver le caractère participatif et global de l'évaluation.

Par ailleurs, chaque membre de l'équipe qui a la responsabilité première d'une fiche méthodologique devra rédiger un court rapport indiquant et commentant les informations recueillies, en référence à cette fiche. Ce court rapport (ou fiche de compte-rendu), faisant également état de recommandations appropriées le cas échéant, sera par la suite intégré en tout ou en partie dans le rapport d'évaluation.

Les évaluateurs devront fournir, par écrit, les résultats des analyses et entrevues effectuées sur le terrain par eux seuls, au coordonnateur de l'évaluation. Là où cela s'applique et s'avère pertinent, les résultats devront être ventilés par catégories de répondants.

3.5. Produits de l'évaluation

Les évaluateurs fourniront en plus du présent cahier d'évaluation:

- un compte rendu verbal suite à la cueillette de données en Haïti; (debriefing)
- un rapport d'évaluation préliminaire;
- un rapport final d'évaluation.

(SOURCE: BLANCHET, G., LOCAS, A., POMERLEAU, L.
1988:8-11)

ANNEXE 2

CADRE LOGIQUE

SAINT MICHEL-DE-L'ATTALAYE, PHASE II - JUIN 1986

Résumé Narratif

Finalité du projet:	I.O.V. *	M.V. *	Conditions critiques
Finalité du projet: Accroître et valoriser leurs productions agricoles et animales, améliorer l'état sanitaire et nutritionnel de leurs familles, les contribuer à la mise en place d'organisations structurées en mesure d'assurer la pérennité de ses acquis.	Source de la réalisation de la finalité: - Amélioration de la qualité de vie des paysans (revenus, éducation, santé, nutrition, éducation). - Participation effective des paysans à des organisations représentatives et autonomes.	Source d'information et moyens utilisés: - Rapports des membres d'évaluation-programmation. - Rapports des missions d'appui sur le terrain. - Rapports de l'évaluation d'impact.	Conditions permettant de réaliser la finalité: Que les avantages économiques des organisations issues du projet trouvent leur place dans le contexte économique et politique national.
Volet du projet: Favoriser le développement des organisations paysannes initiales par le projet comme principaux agents économiques du milieu en les consolidant aux plans financier, technique et organisationnel. Aider les paysans à réduire les contraintes limitant leur production animale et végétale en améliorant leurs systèmes traditionnels de production et en diversifiant leurs secteurs d'intervention. Faciliter la mise en place de systèmes de prévention et d'actions sanitaires et nutritionnelles initiées par un réseau de bénévoles formés et motivés. Consolider les acquis par la mise en place graduelle des diverses structures paysannes, dans la perspective d'une prise en charge effective des actions par celles-ci permettant un désengagement progressif du CECI en Phase III.	Conditions attendues à la fin du projet: État de fin de projet: - Les activités économiques des 276 groupements sont rentables. - Les membres maîtrisent la gestion et les techniques productives. - Les organisations sont présentes dans toutes les zones de la commune. - Adoption par les paysans de techniques de production améliorées. - Augmentation des taux de rendement agricole par hectare. - Diversification des productions agricoles dans les zones. - Exploitation des terres de la paroisse dans la plaine. - Élevage du porc réhabilité chez les paysans. - Pratiques de conservation des sols chez les paysans (reboisement...). - Plus de 1000 m² de responsabilités dans les 65 localités couvertes (bénévoles relais auprès des familles). - Diminution des cas de malnutrition chez les enfants de 0 à 5 ans. - Diminution des taux de morbidité. - Accès à l'eau potable amélioré. - Assainissement du milieu généralisé. - Amorçage de la mise en place de structures supérieures d'organisation paysanne.	- Rapports d'évaluation-programmation. - Rapport d'évaluation d'impact. - Bilan financier des activités de chaque groupement. - Existence d'un fonds d'épargne par groupement. - Rapports d'activités des volets organisation paysanne et agriculture. - Rapports d'activités du volet agriculture. - Rapports d'évaluation-programmation. - Rapport d'évaluation d'impact. - Rapports techniques (statistiques). - Rapports d'activités du volet santé. - Rapports d'évaluation-programmation. - Rapports d'évaluation d'impact. - Rapports des dispensaires et du médecin-chef de la commune. - Statistiques de la santé. - Rapports d'activités du volet organisation paysanne. - Rapports d'évaluation-programmation. - Rapport d'évaluation d'impact. - Plan de désengagement du CECI.	Conditions permettant de réaliser les buts: Que les organisations aient été rentables pour le paysan quel que soit le système privé traditionnel. Que les avantages comparatifs, améliorations techniques et nouvelles productions soient vérifiables et acceptables par les paysans. Que la collaboration avec les services de santé publique soit maintenue. Qu'il existe une volonté réelle prise en charge des activités acquies chez les paysans et au sein de leurs organisations.
Extrants: Volet organisation paysanne - Élargissement et intensification de l'animation et de la formation des groupements paysans. - Espérance et diversification des activités économiques des groupements par de l'appui technique et financier. - Démantèlement des groupements et structuration en vue de la prise en charge du projet par le désengagement CECI.	Ordre de grandeur des extrants: Volet organisation paysanne - 3 nouveaux animateurs formés. - 276 groupements ont reçu une formation de base (20 réunions chacun). - Plus de 300 groupements disposent d'une caisse commune (fonds d'épargne). - Les membres participent pleinement aux activités et à la formation. - Chaque activité productive est accompagnée de formation à la gestion/commercialisation. - Mécanisme de gestion des fonds destinés aux activités productives. - 276 groupements pratiquent au moins une activité économique: culture maraîchère, élevage des porcs, café, stockage de semences, commercialisation des fruits et légumes, transformation de la canne à sucre, élevage piscicole et caprin, équipement agricole amélioré. - Stratégie de regroupement et de structuration élaborée et en voie de mise en œuvre.	- Rapports d'activités du volet organisation paysanne. - Rapports d'évaluation-programmation. - Rapports techniques du volet organisation paysanne. - Rapports d'évaluation-programmation. - Rapports d'études. - Rapports techniques du volet organisation paysanne.	Conditions permettant de produire les extrants: Que l'augmentation du nombre d'animateurs permette de satisfaire la demande croissante de formation. Que la programmation d'alphabetisation nationale et/ou celui de l'Égviennais complètent le travail d'animation-formation. Que les groupements adaptent leurs activités productives aux contraintes et exigences du milieu. Que le modèle de structure supérieure d'organisation paysanne proposée satisfasse tout au moins les exigences des membres qu'elle

IOV * - Indices Objectivement Vérifiables

MV * - Moyens de Vérification

	- Évaluation des formes associatives en fait. - Étude de commercialisation complète. - Plan de développement au CECI Montréal.	- Plan de développement. - Rapports d'évaluation-programmation.	des services de (Kray, verité, agriculture, CECI, etc.).
volet agriculture	volet agriculture	Pour l'ensemble du volet:	Pour l'expérimentation identifie de méthodes alternatives appropriées:
- Amélioration traditionnelle production. - Présentation de méthodes alternatives améliorées.	- Rapport d'étude. - Essais sur des associations. - Essais variétés. - Essais agro-forestiers. - Essais sur l'alimentation porcine. - Essais de fertilisation.	- Rapports d'activités et rapport techniques (expérimentation). - Statistiques agricoles. - Rapports des missions d'appui technique. - Rapports d'évaluation-programmation.	
- Démonstration et vulgarisation de méthodes culturales améliorées.	- Parcelles de maraîchage en pleine et mornes. - Parcelles de cultures pluviales en mornes. - Stages et séminaires de formation des paysans: reboisement, greffage d'arbres fruitiers, lutte anti-érosive, culture maraîchère, exploitation du café, compostage, pisciculture, élevage porcin, stockage des grains.		
- Productions de soutien.	- Plus de 2000 porcelets élevés et distribués. - Plus de 150 000 arbres forestiers par en plantés. - Plus de 1400 arbres fruitiers greffés et plantés. - Plus de 1000 plants de caféier plantés par an.		- Que le taux de survie des porcs soit élevé. - Que le mode d'élevage et d'alimentation locale des porcs élevés soit efficient. - Que le taux de reprise des arbres plantés soit satisfaisant.
volet santé-nutrition		Pour l'ensemble du volet:	
- Prévention et éducation sanitaire et nutritionnelle par des réunions avec des familles. - par la formation de mères responsables. - par des réunions avec les groupements. - par la formation du personnel.	- Environ 1200 réunions/an dans 66 localités. - Environ 12 séminaires/an. - Environ 70 réunions/an. - Ets. de 30 séminaires/reunions/an.	- Rapports d'activités et techniques du volet santé. - Statistiques de santé. - Rapports d'évaluation-programmation. - Rapport d'évaluation impact.	- Que les mères responsables jouant effectivement leur rôle, une fois qu'elles auront été formées. - Que la collaboration avec les services de santé publique se maintienne. - Qu'une motivation suffisante existe et se maintienne pour assurer le fonctionnement adéquat des divers comités.
- Mise en place d'un système de soins de base tout en favorisant l'accès aux services de santé et aux médicaments.	- Formation de 30 comités de santé, 18 comités de pharmacies communautaires, 126 comités de captage. - 230 présences de la clinique mobile. - 90 matrones recyclées. - 48 collaborateurs d'hygiène familiale recyclés.		
- Appui à l'assainissement de milieu.	- 4820 latrines privées réalisées avec l'appui du projet. - 24 latrines publiques. - 117 captages de sources réalisés.		
- Connaissance de la médecine traditionnelle.	- Enquête auprès d'un échantillon de 50 personnes.		
Intrants:	Calendrier d'exécution (genre, quantité, coûts):		Conditions permettant de fournir le intrants:
CECI: Trois volontaires issus du programme d'envoi de volontaires du CECI: - 1 agronome - 1 animateur/économiste rural - 1 infirmière.	CECI: Trois volontaires pendant la durée du projet.	- Rapports d'activités trimestriels du CECI. - Rapports financiers trimestriels du CECI. - Services administratifs et financiers du CECI à Montréal. - Rapports d'évaluation-programmation. - Rapports d'évaluation externe par l'ACDI.	- Que les ressources financières soient disponibles dans les délais prévus.
ACDI: - Investissements (constructions, véhicule, divers) - Fonctionnement (salaires et indemnités, achat intrants, formation et études, appui technique, ...) - Frais de gestion - Imprévus	ACDI: - Investissements 137,830 - Fonctionnement 1,152,772 - Gestion 322,651 - Inflation 80,663 - Imprévus 134,659 - Evaluation 79,000 TOTAL: 1,898,575		

La copie originale du "Cadre logique" n'existerait plus.
Aussi, vu l'impossibilité de la trouver, on trouvera ci-dessous, écrits plus clairement, la finalité, les buts, les extrants et les intrants du projet de Saint Michel-de-L'Attalaye en Haïti:

- **FINALITE** : " Aider les paysans de Saint Michel-de-L'Attalaye à accroître et valoriser leurs productions agricoles et animales, à améliorer l'état sanitaire et nutritionnel de leurs familles, tout en contribuant à la mise en place d'organisations structurées en mesure d'assurer la pérennité de ces acquis. "

- **BUTS** :
 - " Favoriser le développement des organisations paysannes initiées par le projet comme principaux agents économiques du milieu en les consolidant aux plans financier, technique et organisationnel. "

 - " Aider les paysans à réduire les contraintes limitant leur production animale et végétale en améliorant leur système traditionnel de production et en diversifiant leurs secteurs d'intervention. "

 - " Compléter la mise en place du système de prévention et d'actions sanitaires et nutritionnelles animées par un réseau de bénévoles formés et motivés. "

 - " Consolider les acquis par la mise en place graduelle des diverses structures pérennes, dans la perspective d'une prise en charge effective des actions par celles-ci permettant un désengagement progressif du CECI en Phase III. "

- EXTRANTS :
 - Volet organisation paysanne
 - Volet agriculture
 - Volet santé-nutrition

- INTRANTS :
 - CECI : Trois volontaires issus du programme d'envoi de volontaires du CECI.
 - ACDI :
 - Investissements
 - Fonctionnement
 - Frais de gestion
 - Inflation
 - Imprévue